

Constantine

Une voiture percute  
mortellement quatre personnes

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Il met en garde contre l'éloignement du référent religieux de nos aïeux

## Bouteflika : «La force d'une nation se mesure à sa fidélité à son passé»

Tout en mettant en garde contre l'éloignement du référent religieux de nos aïeux basé sur la modération et le juste milieu et se renouvelant par l'Ijtihad, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a affirmé hier que la force d'une nation se mesure à sa fidélité à son passé, à son patrimoine et à son histoire.

Page 3



Production agricole et sécurité alimentaire

## L'heure des choix décisifs



Par Saâd Taferka

**M**ême si la performance de la production agricole nationale arrive aujourd'hui à satisfaire 70 % des besoins de consommation des populations algériennes, il n'en demeure pas moins que l'économie agricole a besoin de nouveaux jalons à même d'asseoir définitivement la sécurité alimentaire de notre pays, en couvrant les 30 % restants et en consolidant et pérennisant ce qui a été déjà réalisé. Le secteur agricole contribue aujourd'hui à la formation du Produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 12,3 % et il occupe 25 % de la main-d'œuvre globale du pays.

L'enjeu de la dynamisation de la production agricole revêt un caractère particulier dans cette conjoncture de mondialisation effrénée des échanges, de fluctuations pénalisantes du marché pétrolier et même de besoins nouveaux qui commencent à émerger dans le régime alimentaire des Algériens, allant vers une diversification des sources des calories, des vitamines et des nutriments.

Par une politique volontariste et de soutien tous azimuts, les pouvoirs publics ont porté à «bras-le-corps» le développement du secteur agricole depuis au moins le début des années 2000. Du PNDA aux Renouveaux agricole et rural, beaucoup de ressources ont été mobilisées en direction de la production végétale et animale, à travers de multiples soutiens pour l'acquisition des machines agricoles, des chambres froides, des engrais, des semences, des vaccins et autres produits vétérinaires, mais également à travers l'extension des périmètres irrigués- rendue possible grâce à la mobilisation des eaux de surface (barrages hydrauliques)-, les soutiens à la mise en valeur de nouvelles terres (accès à la propriété foncière agricole, circulaire 108 relative à la mise en valeur de terres privées,...), l'investissement dans le segment agroalimentaire et l'incitation à l'exportation.

Les choix adoptés par les différents gouvernements au cours de ces vingt dernières années ont été dictés par les retards qu'a subis le secteur agricole dans ses différents segments, la fragilité de la sécurité alimentaire du pays et la dépendance quasi-totale de l'économie algérienne par rapport aux hydrocarbures.

Page 4

Oran

## 61 harraga interceptés

Page 24





Service des urgences

# Instruction pour une meilleure prise en charge des malades

**Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui a instruit dimanche les directeurs de la santé à l'effet de "faciliter et garantir la prise en charge médicale à tous les malades et réunir toutes les conditions aux équipes médicales pour l'exercice de leur mission", a indiqué dimanche un communiqué du ministère.**



Lors d'une réunion d'évaluation au siège du ministère avec les directeurs de la santé des wilayas du centre et les présidents des conseils scientifiques et médicaux des établissements des wilayas concernées, le ministre "a donné plusieurs instructions visant à améliorer les soins et la prise en charge des patients, en particulier au niveau des urgences et points de garde et la nécessité de créer toutes les conditions favorables aux équipes médicales et paramédicales afin de s'acquitter au mieux de leurs tâches", précise la même source.

Dans le même contexte, M.

Hasbellaoui a appelé à accélérer le processus de numérisation et le dossier médical électronique en vue de permettre aux établissements hospitaliers de travailler en intranet".

Le ministre a également souligné "la nécessité de renforcer la coordination entre les différents services et établissements de santé afin de faciliter la prise en charge de tous les patients en général et des femmes enceintes et des enfants en particulier, selon une organisation hiérarchique aux caractéristiques bien définies", note le communiqué qui rappelle que le ministre a appelé à "accélérer et multiplier les opérations de jumelage, de télé-

decine et développer les unités de soins et d'hospitalisation à domicile".

Il a souligné "la nécessité de faire vacciner les enfants contre la rougeole, conformément au calendrier national de vaccination et de prendre toutes les mesures nécessaires en cas d'apparition de la maladie en fonction du plan national de surveillance de la rougeole".

Au volet socio-professionnel, le ministre a appelé à la régularisation de la situation professionnelle des praticiens de la santé, la promotion du dialogue social avec tous les partenaires, la garantie de la sécurité aux équipes de garde et du bon

accueil des patients".

Il a exigé, par la même occasion, des directeurs de la santé de "coordonner avec les walis afin d'accélérer la garantie de toutes les conditions matérielles nécessaires pour permettre aux médecins soumis au service civil de s'acquitter au mieux de leurs missions".

Pour rappel, la rencontre organisée par le ministre avec les responsables du secteur de la Santé des wilayas du Centre s'inscrit à l'ordre du jour du programme des rencontres d'évaluation initié en juillet passé avec les directeurs de la Santé au niveau national.

Reda A.

Pour prévenir le risque d'inondations

## Un système pour surveiller la montée des eaux à Alger

La société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Alger (SEAL) s'est doté d'un système de métrologie, placé au niveau des collecteurs des oueds d'Alger afin de surveiller la montée des eaux en période de pluies diluviennes, a indiqué lundi le directeur de l'assainissement auprès de SEAL, Mohamed Reda Boudab.

"Pour prévenir tout risque d'inondation, SEAL s'est dotée d'appareils sophistiqués placés au niveau des collecteurs des oueds d'Alger pour mesurer le niveau des eaux, notamment en période de pluies torrentielles afin d'intervenir rapidement et efficacement en cas d'une montée importante des eaux", a souligné à l'APS M. Boudab.

"Il faut impérativement respecter les cours d'eau et leur rendre leur liberté tout en évitant de les couvrir ou de les transformer en route praticable ou en dévidoir pour toutes sortes de déchets", a-t-il recommandé.

Après avoir souligné que la crue des eaux (montée du niveau des cours d'eau) est un service écologique assuré par le fleuve, il a ajouté que ces crues sont nécessaires au bien-être des écosystèmes entourant les fleuves et qu'il faut en prendre soin pour en bénéficier.

"La limitation de l'urbanisation en zone inondable à proximité des cours d'eau demeure, également, l'une des solutions pour faire face au danger des inondations", a-t-il relevé appelant à ne plus jeter des déchets durs à l'instar des gravats dans les cours d'eau.

Plus d'une trentaine d'oueds traversent la wilaya d'Alger dont Oued Djer, Oued Mazafran, Oued Kniss, Oued Ayoun, Oued Koriche, Oued Mkacel, Oued Baranès, Oued Sidi Medjber, Oued Frais-Vallon, Oued Ouchayah, Oued Béni Messous, Oued El Harrach, Oued Ben Amar, Oued Annassers, Oued El Hamiz et Oued Guerbaâ.

Reda A.

Postes d'emploi au profit des handicapés

## Une opération de contrôle prévue début 2019

Le Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Rabah Hamdi, a affirmé qu'il sera procédé, en début 2019, au contrôle de la mise en oeuvre des dispositions du décret exécutif qui consacre au moins 1% des postes d'emploi au profit des personnes handicapées.

Il sera procédé, en début 2019, au contrôle au niveau des entreprises, des secteurs et du patronat, de la mise en oeuvre des dispositions du décret exécutif qui consacre au moins 1% des postes d'emploi au profit des personnes handicapées", a indiqué M. Hamdi lors d'une rencontre organisée à l'occasion de la Journée maghrébine des personnes handicapées.

Il a, à cet égard, souligné que le ministère avait mis en place des programmes de sensibilisation en vue de faire connaître ce dispositif juridique et de l'expliquer, ajoutant que le ministère recensait le nombre des travailleurs handicapés dans les

secteurs en coordination avec les services de l'Inspection du travail.

Le décret exécutif relatif à l'emploi fait obligation aux entreprises d'employer des personnes handicapées dans la proportion de 1% de leur effectif, et ce dans le cadre de la loi promulguée en 2002, relative à la protection et promotion des personnes handicapées.

Les entreprises qui ne respectent pas l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés seront soumises au paiement d'une contribution financière qui sera versée au Fonds national de solidarité (FNS), pour être utilisée dans le financement de programmes et d'activités destinés au profit de cette frange.

M. Hamdi a également fait savoir qu'une Commission chargée de l'examen des modalités de révision de la loi relative à la protection et promotion des personnes handicapées avait été installée, en vue de la mettre au diapason des évolutions, au profit des cette frange de la société.

Les personnes handicapées bénéficieront des différents programmes d'insertion et d'emploi qu'accordent l'Agence de Développement social (ADS) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédits (ANGEM), d'autant plus que 1.500 handicapés avaient bénéficié de micro-crédits, en vue de créer des activités qui leur ont permis de créer des postes d'emploi au profit de cette catégorie.

Evoquant la politique sociale du secteur au profit de cette catégorie, l'intervenant a précisé que 241.969 handicapés à 100% ont bénéficié de la prime pour handicapés (4.000 DA/mois) jusqu'au 30 septembre 2018. L'enveloppe financière de cette opération s'élève à près de 12 milliards de DA.

253.543 autres handicapés dont l'invalidité est estimée à moins de 100% ont bénéficié d'une prime forfaitaire de solidarité de 3.000 DA/mois. L'enveloppe financière destinée à cette opération a dépassé 9 milliards de DA

en 2018 outre les affectations financières destinées à la couverture sociale au profit de cette catégorie de la société via la carte "Chifa".

Dans ce contexte, le responsable a souligné que 21.700 enfants handicapés bénéficient de programmes d'éducation et d'enseignement spécialisé durant l'année scolaire 2018-2019, au niveau de 238 établissements spécialisés relevant du secteur dotés d'un budget de fonctionnement de plus de 10 milliards de DA, ajoutant que l'ensemble de ces programmes réalisés en matière de politique sociale visent à garantir la prévention, la prise en charge, la protection et l'insertion socioprofessionnelle des personnes aux besoins spécifiques. Il a révélé que 70 associations aidées par le ministère géraient 111 établissements qui prennent en charge 8.330 enfants handicapés.

Concernant les enfants autistes, M. Hamdi a rappelé la

commission qui a été installée pour l'élaboration d'un plan de prise en charge médicale et psychologique spécialisée au profit de cette catégorie de la société.

Pour sa part, le Directeur général de la protection et de la promotion des handicapés au ministère, Absi Mourad Abderezzak a souligné que le secteur avait ouvert depuis 2014 plus de 134 espaces pour la prise en charge de 3.500 enfants autistes au niveau des centres psychopédagogiques, indiquant que les enfants autistes sont pris en charge au niveau des hôpitaux relevant du secteur de la santé ainsi que dans les établissements régis par le mouvement associatif.

Le responsable a souligné l'importance du diagnostic précoce dans les politiques de prise en charge et d'insertion sociale de cette catégorie, mettant l'accent sur le rôle des pédopsychiatres dans ce domaine.

H. T.



Il met en garde contre l'éloignement du référent religieux de nos aïeux

# Bouteflika : «La force d'une nation se mesure à sa fidélité à son passé»

Tout en mettant en garde contre l'éloignement du référent religieux de nos aïeux basé sur la modération et le juste milieu et se renouvelant par l'Ijtihad, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a affirmé hier que la force d'une nation se mesure à sa fidélité à son passé, à son patrimoine et à son histoire.



Par S. A. Mohamed

Dans un message à l'occasion de l'ouverture à Oran de la 20<sup>e</sup> Semaine nationale du Saint Coran, lu en son nom par le ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs, Mohamed Aissa le chef de l'Etat a indiqué que "la force d'une nation se mesure à sa fidélité à son passé, à son patrimoine et à son histoire, et que sa faiblesse réside dans le reniement de son passé, l'abandon de son patrimoine, l'oubli de son histoire et le mépris de son enseignement". "L'identité de l'Algérie est sustentée par son passé amazigh ancestral, son histoire arabe séculaire et son patrimoine arabo-musulman authentique et la fidélité à ces constantes, c'est la fidélité à la patrie même", a-t-il soutenu dans ce sens. Estimant "inadmissible aujourd'hui que les débats creux et le scepticisme systématique poussent nos enfants au déni de leur histoire, au

reniement de leurs ancêtres et au dénigrement des constantes de leur identité", il a relevé que "la fidélité à l'histoire et aux aïeux, tout en étant ouverts sur l'ère moderne et en réagissant de manière constructive avec la réalité, permettra à l'Algérie d'atteindre ses ambitions et de se hisser au rang des grandes nations". Le chef de l'Etat a tenu à mettre en garde, dans son message, "contre le fait que nous pourrions, aujourd'hui, être à l'origine du détournement de nos enfants de leurs aïeux oulémas qui ont défini, pour cette patrie, les fondements d'un référent religieux orthodoxe, inspiré du Coran et de la Sunna et basé sur la modération et le juste milieu. Un référent religieux qui se renouvelle et s'adapte par l'Ijtihad, a-t-il dit. Pour le président Bouteflika, "c'est la véritablement le risque de déstabiliser leur confiance en leurs acquis de compréhension et d'interprétation et de les exposer au danger des courants de pensées intrus, des tendances confession-

nelles dévoyées et des mouvances opportunistes instrumentalisant l'Islam pour diviser les sociétés, affaiblir les pays et y semer haine et rancœur". Soulignant l'impératif d'adopter la vertu de fidélité en tant que "gage" de la sincérité de l'amour de la Patrie, sa défense et sa préservation, il a affirmé que "la fidélité, en tant que valeur fondamentale s'ajoutant aux nobles principes représentant l'échelle des valeurs nationale constitue le solide rempart contre lequel s'échoueront toutes les manœuvres visant notre identité, notre modération et notre unité religieuse et nationale". Par ailleurs, le président de la République a évoqué les fruits de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale que la Constitution a érigée en principe immuable et en base de travail dans notre appréhension des réalités et des événements, soulignant que "cette charte, née d'une douloureuse crise, ne signifie nullement déchirer la page du passé et oublier

la tragédie et ses causes et qu'elle ne nous met pas totalement à l'abri d'une autre tragédie". Il a affirmé que "le danger continuera de nous guetter, si nous ne demeurons pas fidèles à ces martyrs qui se sont sacrifiés pour préserver l'unité de l'Algérie et contrecarrer le discours de la discorde, de la haine et de la discrimination". A l'occasion de cette rencontre, le Président Bouteflika a tenu à exprimer "la gratitude et la déférence de l'Algérie à tous les imams qui n'ont pas quitté leurs postes, abandonné leurs mosquées et cédé leurs tribunes aux voix de la discorde durant la Tragédie nationale en payant un lourd tribut", estimant que "la fidélité à cette élite choisie passe par la poursuite de la lutte de l'Etat contre le discours de haine et les tentatives de division sectaire et confessionnelle et la réhabilitation du legs de nos ancêtres ouléma". S.A.M.

## A cause d'une "grippe aigue" Bouteflika n'a pu recevoir le Prince héritier d'Arabie Saoudite

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, n'a pu recevoir, comme prévu, le Prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohamed Ben Salmane, en visite de travail en Algérie, à cause d'une "grippe aigue", indique lundi la présidence de la République dans un communiqué.

"Alité du fait d'une grippe aigue, Son excellence Monsieur le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, n'a pu recevoir comme prévu le Prince héritier d'Arabie Saoudite, Son excellence Mohamed Ben Salmane, en visite de travail en Algérie", précise la même source.

"Devant cet empêchement, l'illustre invité a formulé ses meilleurs vœux de prompt rétablissement pour le chef de l'Etat", ajoute le communiqué.

K. M.

## Algérie-Arabie Saoudite

# Cinq projets de partenariat conclus

Par Massi S.

Cinq projets de partenariat conclus entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite dans plusieurs domaines ont été inaugurés, hier, en prévision de leur entrée en service début 2019.

Lesdits projets ont été inaugurés lors de la 12<sup>e</sup> session du Conseil d'affaires algéro-saoudien, coprésidé par le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi et le ministre saoudien du Commerce et de l'investissement, Madjed Abdullah Al Qassabi, en marge de la visite du Prince héritier saoudien, l'Emir Mohammed Ben Salmane en Algérie.

A cet effet, des partenariats ont été établis entre les opérateurs algériens et saoudiens pour concrétiser 5 projets de partenariat dans plusieurs wilayas du

pays.

Ces projets concernent la chimie minérale, le traitement des minéraux et l'industrie des produits chlorés, de l'hydroxyde de sodium ou la soude caustique et la soude destinée à la purification de l'eau par la société saoudienne "Adwan Chemicals". Il s'agit également du projet d'industrie pharmaceutique confié à la société saoudienne "Tabuk Pharmaceuticals" avec une capacité de production de 10 millions d'unités.

Il a été procédé, en outre, à l'inauguration d'un projet de fabrication du papier hygiénique par la société saoudienne "Paper mill", d'une capacité de production de 30.000 tonnes pour un coût de 20 millions de dollars et un autre dans le secteur agroalimentaire relatif à la production du

jus dans la wilaya de Blida par "Aujan Groupe Holding (AGH)".

M. Yousfi a exprimé la volonté de l'Algérie de promouvoir le partenariat et les investissements entre les deux pays pour les hisser au niveau des aspirations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika et du Prince héritier saoudien, l'Emir Mohammed Ben Salmane. M. Yousfi s'est dit satisfait de la disposition des deux pays à hisser la coopération dans le domaine de l'industrie et d'autres secteurs. De son côté, le ministre du Commerce, Saïd Djellab et son homologue saoudien, Madjed Abdullah Al Qassabi ont convenu d'organiser une Foire des produits algériens au Royaume d'Arabie Saoudite au premier semestre 2019, a indiqué un communiqué du ministè-

re.

L'accord a été convenu lors de la réunion des deux ministres au centre international des conférences (CIC).

La Foire verra la participation d'un nombre important d'hommes d'affaires algériens et de leurs homologues saoudiens, en sus des entreprises exposantes, selon la même source.

Lors de la rencontre, M. Djellab a évoqué les moyens de développer la coopération et les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays, citant les principales recommandations issues de la 12<sup>e</sup> commission mixte algéro-saoudienne, tenue en février 2017 à Alger.

La réunion de la 11<sup>e</sup> session du Conseil d'affaires algéro-saoudien, organisée en avril 2018 à Ryadh avait été ponctuée

par l'organisation, du côté saoudien, d'une rencontre d'affaires algéro-saoudienne à Djeddah.

Le ministre a également évoqué la nouvelle stratégie, adoptée par le secteur du commerce en Algérie, conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en vue de diversifier les exportations hors hydrocarbures, soulignant les potentialités actuelles de l'Algérie dans les différents secteurs ainsi que son climat d'affaire propice.

Le ministre saoudien s'est félicité, pour sa part, "de la croissance économique accélérée et de la dynamique actuelle du commerce extérieur", affirmant qu'"il suit de près les différentes participations et les expositions organisées par l'Algérie à l'étranger".

M.S.



Production agricole et sécurité alimentaire

# L'heure des choix décisifs

**Même si la performance de la production agricole nationale arrive aujourd'hui à satisfaire 70 % des besoins de consommation des populations algériennes, il n'en demeure pas moins que l'économie agricole a besoin de nouveaux jalons à même d'asseoir définitivement la sécurité alimentaire de notre pays, en couvrant les 30 % restants et en consolidant et pérennisant ce qui a été déjà réalisé. Le secteur agricole contribue aujourd'hui à la formation du Produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 12,3 % et il occupe 25 % de la main-d'œuvre globale du pays.**



Par Saâd Taferka

**L'**enjeu de la dynamisation de la production agricole revêt un caractère particulier dans cette conjoncture de mondialisation effrénée des échanges, de fluctuations pénalisantes du marché pétrolier et même de besoins nouveaux qui commencent à émerger dans le régime alimentaire des Algériens, allant vers une diversification des sources des calories, des vitamines et des nutriments.

Par une politique volontariste et de soutien tous azimuts, les pouvoirs publics ont porté à "bras-le-corps" le développement du secteur agricole depuis au moins le début des années 2000. Du PNDA aux Renouveaux agricole et rural, beaucoup de ressources ont été mobilisées en direction de la production végétale et animale, à travers de multiples soutiens pour l'acquisition des machines agricoles, des chambres froides, des engrais, des semences, des vaccins et autres produits vétérinaires, mais également à travers l'extension des périmètres irrigués - rendue possible grâce à la mobilisation des eaux de surface (barrages hydrauliques) -, les soutiens à la mise en valeur de nouvelles terres (accès à la propriété foncière agricole, circulaire 108 relative à la mise en valeur de terres privées...), l'investissement dans le segment agroalimentaire et l'incitation à l'exportation.

Les choix adoptés par les différents gouvernements au cours de ces vingt dernières années ont été dictés par les retards qu'a subis le secteur agricole dans ses différents segments, la fragilité de la sécurité alimentaire du pays et la dépendance quasi-totale de l'économie algérienne par rapport aux hydrocarbures. Malgré ces gros efforts, la situation demeure tendue dans certaines filières et le marché des produits agricoles tarde à se stabiliser et à se mettre à la portée du consommateur. L'on peut se rendre compte que les produits alimentaires connaissent, au moins depuis la fin septembre, une flambée sur le marché de gros et du détail. La hausse des prix a touché aussi bien les produits frais locaux que les produits d'importation. Bien que les chiffres de l'Office national des statistiques (Ons) relatifs à l'inflation soient "rassurants" depuis la rentrée sociale de septembre, soit un taux inférieur à 5%, la réalité du terrain vécue par les ménages relativise ou, du moins, nuance ce calcul. Sur ce plan, il semble que les appréhensions des analystes et observateurs de la scène écono-

mique nationale au sujet des incidences de la dévaluation du dinar d'Algérie, commencent à recevoir une part de confirmation.

## Une équation complexe

Cependant, par-delà le phénomène de dévaluation, induit par les "réajustements" de la valeur du dinar commandés par la baisse du prix du pétrole, dans un contexte de différence de l'inflation que connaît notre pays et celle de l'aire de ses partenaires étrangers, la problématique de niveau de vie en général, et en particulier la problématique de l'accès aux produits alimentaires de base, demeure, en Algérie, un équation complexe, alimentée par les faibles performances du secteur agricole et du segment de l'industrie agroalimentaire. Les importations croissantes en produits alimentaires montrent clairement que les performances de l'agriculture algérienne et de la branche agroalimentaire sont loin de pouvoir satisfaire dans l'immédiat aux besoins nationaux d'une population de 39 millions d'habitants. Le débat était centré un certain moment sur l'autosuffisance alimentaire, concept mythifié qui n'a pas vraiment de valeur technique viable, vu que les différences de conditions naturelles sur la planète (climat, sol) induisent nécessairement la complémentarité des productions à l'échelle internationale, d'où l'importance du marché mondial des produits alimentaires.

L'on sait que le concept d'autosuffisance en produits alimentaires a progressivement laissé place à celui de la sécurité alimentaire, qui contraint les gestionnaires de l'économie agricole à chercher les meilleures voies pour exploiter toutes les potentialités du pays, améliorer les techniques de production, hausser la productivité du travail, assurer les soins culturaux et vétérinaires (prophylaxie et traitements curatifs), assurer la vulgarisation agricole et multiplier les périmètres irrigués selon les nouvelles disponibilités de l'Algérie en ouvrages hydrauliques. Sur une multitude de crèneaux, l'Algérie est en droit d'espérer investir le marché mondial en produits agricoles. C'est ce autour de quoi ont tourné les débats initiés au cours des journées d'études et séminaires organisés au cours de ces derniers mois. L'Algérie dispose de véritables atouts dans ce domaine, particulièrement dans ce qui entre dans la gamme des produits du terroir. Reste la certification et la labellisation qui ont fait couler beaucoup d'encre au cours de ces dernières semaines. Et c'est à juste titre, car l'opération d'exportation requiert des qualités, des formes et des calibres qui répondent à des standards internationaux. Le travail dans ce sens, déjà entamé pour certains produits et dans certaines

régions du pays, devrait être renforcé par l'intervention systématique de l'Université et des centres de recherche. C'est sans doute là l'une des meilleures occasions de commencer à établir des passerelles solides entre le monde universitaires et des segments bien déterminés de l'économie nationale.

## Du sol, du soleil, de l'eau et...du génie !

Si l'on prend l'exemple de la région des Zibans (Bisra), en plus de la spécialité ancestrale en production de la datté, et particulièrement de la variété Deglet Nour, la région a connu un boom agricole depuis le milieu des années 1990 lorsque des centaines de chappelles et de rotondes en plastiques envahirent la plaine de Doucen. Ce fut essentiellement dans les maraîchages que les nouveaux agriculteurs ont investi, faisant que la production du nord d'Algérie (littoral et plaines de l'intérieur) est relayée, dès la fin d'automne, par les produits de cette région. Cependant, à fur et à mesure que la terre est travaillée sous serre, des problèmes surgissent en cours de route, problèmes qu'il y a lieu d'attaquer de front vu l'immense enjeu que constituent ces nouveaux espaces agricoles qui augmentent la surface agricole utile (SAU) d'un pays dont 80 % du territoire sont situés dans la zone aride et semi-aride. L'on se souvient lorsque, en 2013, les agriculteurs de Doucen, exerçant depuis dix ans sur les périmètres de Adjram et de Louzen, avaient fait une marche de 80 km afin d'attirer l'attention des autorités sur les problèmes cruciaux qui se dressaient sur leur chemin. Ces jeunes agriculteurs avaient battu le pavé jusqu'au chef-lieu de wilaya, Biskra, pour réclamer, entre autres, l'électrification rurale indispensable, au pompage de l'eau à partir de puits et forages, et des procédures plus allégées pour l'obtention de crédits bancaires. De même, le périmètre agricole de Lemkimnat, dans la plaine de Loutaya, avec une superficie de 900 ha (dont près de la moitié en arboriculture fruitière) et où exercent près de 500 agriculteurs, a mis beaucoup de temps pour être raccordé, à partir de 2010, au barrage de La Fontaine des Gazelles, situé dans la région d'El Kantara avec un volume de 9 millions de mètres cubes destiné à l'irrigation. Le barrage de Tichi-Haf, construit sur l'oued Bousellam, dans la wilaya de Béjaïa, et le barrage de Tiliesdit, construit sur la haute Soummam, dans la wilaya de Bouira, vont alimenter deux périmètres irrigués de près de 9 000 hectares - les aménagements hydrauliques sont en voie de finalisation -, constituant un couloir allant de la sortie de la ville Bouira jusqu'à Allaghane, au pied des

monts de Ath Abbas (moyenne Soummam). Une grande partie de cette vallée est occupée par l'olivier (M'Chedallah-Tazmalt), l'autre, par les céréales et la pomme de terre (Bechloul-El Asnam). Une évolution certaine, dans la diversification de la production agricole et dans le rehaussement des rendements est attendue pour les prochaines années, pour peu que les autres facteurs, liés à la modernisation technique des pratiques agricoles et à la prise en charge du segment agroalimentaire, seul à même d'absorber d'éventuels surplus de production, sans perdre de vue la perspective de se placer sur le marché de l'exportation. L'accès à l'irrigation est censé aussi réduire peu à peu l'ala de la sécheresse qui "prend otage", de façon cyclique, la production céréalière. Ce risque pesant sur la monoculture des céréales dans les grandes wilayas productrices du pays (Tiaret, Setif, Constantine), pour une culture conduite en sec, est un exemple éloquent d'une "dépendance" que les pouvoirs publics ont voulu neutraliser, ou du moins juguler, par l'opération dite de reconversion et de diversification des systèmes de culture, faisant intervenir l'irrigation, avec les différents systèmes d'économie d'eau mis au point jusqu'ici.

## La part de la formation et de la recherche

Cependant, les défis de la production agricoles sont loin de se limiter à la disponibilité en sol, en soleil et en eau, éléments dont l'Algérie dispose, particulièrement pour les deux premiers qui sont présents à profusion. À l'échelle du monde, les produits agricoles bénéficient des résultats de la recherche scientifique, non seulement pour augmenter les rendements et veiller à l'état sanitaire des produits, mais également pour bénéficier des biotechnologies, de l'intégration maximale du segment agroalimentaire et pour, enfin, mieux valoriser les produits du terroir, qui se sont retrouvés relégués au second plan par l'importation effrénée permise par l'aisance financière des années écoulées. En la matière, l'esprit d'innovation, la volonté de soutenir la compétition régionale et le souci permanent d'assurer la sécurité alimentaire des Algériens ne peuvent valablement être fondés et correctement définis sur la base des résultats des recherches que l'Algérie se décidera de mener dans les domaines de l'agronomie, de la biochimie, des sciences du sol et d'autres sciences connexes. Les instituts d'enseignement supérieur assurant ces spécialités forment des milliers d'ingénieurs et licenciés chaque année, mais dont le prolongement sur le terrain demeure problématique. Particulièrement dans le secteur de l'agriculture, la jonction entre l'enseignement /recherche et le terrain de la pratique réelle est la plus incertaine qui soit. Le fossé est difficile à combler, d'autant plus que le système de recherche n'a pas encore définitivement pris option pour le pragmatisme de la recherche appliquée. On sait que des centaines de mémoires et de thèses sont aujourd'hui stockées au niveau des universités algériennes sans que l'économie nationale puisse en tirer un quelconque bénéfice. C'est pourquoi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar a appelé, samedi dernier, à l'ouverture des 13e Journées internationales des Sciences Vétérinaires (JISV), sous la devise " Sécurité alimentaire : enjeux et stratégies", à "la nécessité de compter sur les compétences scientifiques et concrétiser les idées scientifiques dans le domaine agricole afin d'améliorer la rentabilité et assurer la sécurité alimentaire", ajoutant qu' "il est désormais nécessaire de recourir aux compétences scientifiques des chercheurs et valoriser les projets des secteurs de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, afin d'assurer la sécurité alimentaire globale".



Véhicules

# Forte hausse des importations des CKD

La facture d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage des véhicules de tourisme s'est établie à 2,38 milliards de dollars sur les dix premiers mois de 2018 contre 1,27 milliard de dollars sur la même période de 2017, a appris l'APS auprès du Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnstd).



**A**insi, ces importations ont augmenté de 1,11 milliard de dollars sur les 10 premiers mois de 2018 par rapport à la même période de 2017, soit une hausse de 87,4%.

Quant aux importations des véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises et de collections CKD de cette catégorie de véhicules, elle ont également augmenté pour s'établir à 518,62 millions de dollars sur les dix premiers mois de 2018 contre 377,1 millions de dollars à la même période de 2017, soit une hausse de 141,53 mil-

lions de dollars (+37,53%).

Ainsi, la facture globale d'importation des véhicules et des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ces deux types de véhicules et l'importation des véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises (produits finis) s'est chiffrée à près de 2,9 milliards de dollars (mds usd) sur les 10 premiers mois contre 1,65 mds usd à la même période de 2017, en hausse de 1,25 mds usd (+76%) entre les deux périodes de comparaison.

Concernant les importations des parties et accessoires des véhicules automo-

biles (pièces détachées pour les véhicules d'occasion...), elles ont baissé à 306,33 millions de dollars contre 340,16 millions de dollars, soit une baisse de près de 34 millions de dollars (-10%).

En outre, les importations des pneumatiques neufs en caoutchouc se sont chiffrées à 114,56 millions usd sur les dix premiers mois de 2018 contre 106,02 millions usd à la même période de l'année dernière, en hausse de 8,5 millions usd (+8,06%).

Pour rappel, sur toute l'année 2017, la facture d'importation globale des Véhicules de

Tourisme finis et des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ce type de véhicules s'était chiffrée à 1,62 milliard de dollars (contre 1,35 milliard de dollars en 2016).

Concernant les importations des Véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises et des collections CKD de cette catégorie de véhicules, elles s'étaient chiffrées à 512,6 millions de dollars en 2017 (contre 767,7 millions de dollars en 2016).

Ce qui avait donné une facture globale de 2,13 milliards de dollars en 2017 (contre 2,12 milliards de dollars en 2016).

R. N.

Prix du pétrole

## Le Brent ouvre la semaine à plus de 61 dollars

Les prix du pétrole se sont redressés lundi en cours d'échanges européens alors que les dirigeants russe et saoudien ont renouvelé leur alliance pour contrôler le marché lors du G20 et que leurs homologues chinois et américain ont conclu une trêve commerciale. Ce lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 61,75 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 2,29 dollars par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat de janvier prenait 2,18 dollars à 53,11 dollars.

Les cours du brut avaient sombré jeudi à leur plus bas niveau depuis plus d'un an, à 57,50 dollars pour le Brent et à 49,41 dollars pour le WTI, plombés par la perspective d'une demande amoindrie par les tensions commerciales alors que l'offre mondiale est très abondante.

Mais Donald Trump et Xi Jinping ont déclaré une trêve dans leur conflit commercial, en conclusion d'un sommet du G20 conflictuel à Buenos Aires. Washington a suspendu pour 90 jours l'application annoncée au 1er janvier de nouveaux droits de douane sur une partie des produits importés de Chine, le temps de laisser une chance à une négociation portant sur des "changements structurels" dans leurs relations commerciales. "C'est une bonne nouvelle parce qu'une escalade aurait pesé sur la demande de pétrole des deux premiers consommateurs mondiaux", ont souligné les analystes de Commerzbank. De leur côté, le prince saoudien Mohammed ben Salmane et le président russe Vladimir Poutine ont discuté en amont d'une réunion de l'Opep et de ses partenaires qui se tiendra vendredi à Vienne.

Vladimir Poutine a annoncé samedi que la Russie et l'Arabie Saoudite étaient prêtes à "prolonger" leur accord sur une baisse de la production de pétrole. "Nous nous sommes mis d'accord pour prolonger" cette entente, a dit le président russe en clôture du sommet du G20, au cours duquel il s'est entretenu avec le prince héritier Mohammed ben Salmane, ajoutant : "Nous allons surveiller ensemble la situation sur le marché". K. A.

Recouvrement fiscal

# Les informations relayées sur le volume des restes à recouvrer sont "exagérées"

**L**e directeur général des impôts, Mustapha Zikara a estimé que les informations relayées sur le volume des restes à recouvrer étaient "exagérées", relevant que la majorité de ces restes était des amendes judiciaires "difficiles à appliquer sur le terrain".

Lors de son audition par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2016, sous la présidence de M. Toufik Torch, président de la Commission, M. Zikara a fait savoir que les restes à recouvrer "se sont accumulés depuis plusieurs années, et dont la majorité sont des amendes judiciaires difficiles à appliquer sur le terrain", ajoutant que "les interprétations circulant sur leur volume sont exagérées".

En réponse à une question d'un membre de la Commission sur les 12.000 milliards DA d'impôts non recouverts, mentionnés dans le rap-

port d'évaluation de la Cour des comptes sur le projet préliminaire de la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2016, le directeur général a précisé que les amendes judiciaires "arrivent souvent deux ans après leur infraction à l'administration fiscale qui entame leur recouvrement en notifiant la personne concernée", soulignant que "les différents obstacles rencontrés sur le terrain, tels que le changement d'adresse par le concerné ou son incarcération, entravent l'opération de recouvrement des amendes, et partant mènent à leur accumulation au fil des années".

M. Zikara a également cité le cas des entreprises liquidées depuis quelques années et dont les "les arriérés sont considérés comme impôts non recouverts", précisant, à ce titre, que "l'administration fiscale ne peut recouvrer directement ni supprimer ces dettes, en attendant le règlement de cette situation". Le même responsable a souligné, à ce propos, que cette situation "n'entrave pas

l'opération de recouvrement fiscal et d'impôt dont le taux de recouvrement a progressé durant les dernières années dépassant 80%".

A une question sur l'efficacité des exonérations fiscales accordées à certains investisseurs et les effets de ces mesures sur l'économie nationale, M. Zikara a fait savoir que "la mission de l'administration des impôts est le recouvrement fiscal et non la définition de la politique fiscale", expliquant, à cet égard, que les exonérations accordées par l'Etat dans certains secteurs ont pour objectifs de "développer ces secteurs et y attirer les investisseurs afin de servir l'économie nationale".

Le directeur général des impôts a appelé, à ce propos, à l'organisation d'assises nationales sur les impôts avec la participation de l'ensemble des acteurs, notamment, les pouvoirs publics, les institutions officielles, les députés, les contribuables et les investisseurs, dans le but de "faire connaître le système fiscal

et ses objectifs, définir les résultats escomptés par les exonérations fiscales et sensibiliser quant à l'importance du paiement des impôts".

S'agissant du processus de modernisation de l'administration fiscale, M. Zikara a rappelé que l'administration des impôts avait initié depuis quelques années un ambitieux projet de modernisation et de numérisation de ses opérations, soulignant, toutefois, que des problèmes liés au cahier des charges avaient compliqué la concrétisation de ce projet.

Il a fait savoir, dans ce sens, que l'administration fiscale avait refusé d'acquiescer "un système de numérisation de la gestion de ses services conçu par des firmes étrangères", et ce, a-t-il dit, "pour éviter toute dépendance vis-à-vis de ces compagnies et conserver, partant, sa maîtrise sur ces programmes ainsi que sur leur maintenance". Un processus de numérisation de l'administration fiscale a été cepen-

tant lancé, poursuit M. Zikara, "grâce à ses propres équipes et la contribution d'autres entreprises algériennes, ce qui a permis de réaliser des progrès notables traduits par des prestations à distance mises à la disposition des contribuables, à l'image du paiement et de la déclaration à distance", faisant état, dans ce cadre, de l'entrée en exploitation, dans les tous prochains mois, d'une base de données moderne au niveau de l'administration des impôts.

Pour ce qui est du recul des montants de recouvrement de l'impôt sur le revenu global (IRG) prévu par le projet de loi de Règlement budgétaire pour l'exercice 2016, M. Zikara a expliqué qu'il ne "s'agit pas d'un recul dans le recouvrement mais plutôt de personnes et entreprises ayant basculé de l'IRG à l'impôt forfaitaire unique (IFU) impliquant, de ce fait, des opérations de recouvrement dans le cadre du deuxième cas". Farid D.

Climat

# Les présidents des ex-COP appellent à des décisions "ambitieuses et compréhensives"

Les ex-présidents des précédentes Conférence climat de l'ONU (COP 20, 21, 22 et 23), ont appelé dimanche les participants à la Cop 24 en Pologne, à l'adoption de "décisions ambitieuses et compréhensives", afin de permettre l'application effective de l'accord de Paris, ont rapporté des médias.



Il s'agit selon l'agence de presse tunisienne, Tap respectivement de Laurent Fabius (France), Frank Bainimarama (Fidji), Salaheddine Mezouar (Maroc) et Manuel Pulgar Vidal (Pérou).

Ces ex-responsables ont également invité les pays qui ont promis de mobiliser 20 milliards de dollars chaque année, pour aider les pays en voie de développement à faire face aux effets des changements climatiques jusqu'à 2020, à "un progrès pour la réalisation de cet objectif".

Tout retard dans l'action, "rendra plus difficile et plus coûteux", la réponse au changement climatique.

Le président actuel de la COP24, Michal Kutyka, également secrétaire d'Etat au Ministère polonais de l'Energie a déclaré que les "membres du G20, ont certes réaffirmé samedi leur soutien à l'accord de Paris".

Un sommet d'une journée est prévu lundi, à Katowice, auquel une vingtaine de dirigeants ont confirmé leur présence, dont les

Premiers ministres néerlandais et espagnol et les présidents du Nigeria et du Botswana, selon l'agence Tap.

La responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa a déclaré lors de l'ouverture de la COP24 que les impacts du dérèglement climatique "n'ont jamais été aussi graves" et doivent pousser la communauté internationale à "faire beaucoup plus" pour le combattre.

Lors de la COP 24, la communauté internationale doit finaliser l'accord de Paris pour

atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à moins de 2 C, voire à 1,5 C par rapport au niveau de la Révolution industrielle. L'accord incite les pays à revoir à la hausse leurs engagements.

Les délégations de quelque 200 pays sont réunies depuis dimanche à Katowice, dans le sud de la Pologne pour prendre part à la 24e Conférence climat de l'ONU qui doit permettre de mettre l'accord de Paris sur les rails, face à l'urgence climatique.

R. I.

Pologne/COP24

## Des vélos électriques pour la protection de l'environnement

Une quarantaine de cyclistes chevauchant des vélos électriques sont arrivés dimanche à Katowice où se tient la conférence de l'ONU sur le climat (COP24), après avoir couvert plus de 600 km depuis Vienne pour promouvoir ce mode de transport et combattre ainsi le changement climatique, ont rapporté des médias.

Organisée par le réseau espagnol de l'initiative onusienne Global Compact et par le groupe énergétique Iberdrola, l'équipe multinationale de cyclistes réclame "plus d'ambition et plus d'urgence" aux responsables politiques pour répondre au changement climatique, a déclaré l'un des leaders du groupe, Carlos Salle, cité par l'AFP, également directeur de la politique énergétique et du changement climatique chez Iberdrola.

L'équipe, souligne aussi au passage, le rôle que peuvent jouer les véhicules électriques dans la défense du climat.

"Le premier jour, partant de Vienne, nous avons eu beaucoup de pluie et de vent, et nous avons pas mal souffert. Et hier, nous avons fait la route par moins six (degrés Celsius), c'était horrible pour nos mains et nos pieds", a reconnu Carlos Salle. Les cyclistes ont remis un manifeste au numéro deux de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC) Ovais Sarmad et au président polonais de la COP24 Michal Kurtyka.

Y. R.

## Brouillard épais La Chine renouvelle une alerte jaune

Le Centre chinois météorologique (CMN) a renouvelé lundi une alerte jaune au brouillard épais dans une vaste partie du centre, du sud et de l'est du pays, a indiqué l'agence Chine-Nouvelle.

Lundi matin, un brouillard épais affectera certaines parties des provinces du Shandong, du Henan, du Jiangsu, du Zhejiang, du Hunan et du Fujian, réduisant la visibilité dans certaines zones à moins de 200 mètres, a indiqué le CMN sur son site Internet.

Le centre conseille aux conducteurs dans les régions touchées de ralentir, et aux aéroports, autoroutes et ports de prendre des mesures de sécurité appropriées.

La Chine dispose d'un système d'alerte à quatre couleurs aux intempéries, avec le rouge représentant le plus grave, suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

K. M.

Face au changement climatique

# La Banque mondiale promet 200 milliards de dollars

La Banque mondiale a annoncé lundi la mobilisation d'environ 200 milliards de dollars de financements de 2021 à 2025 pour aider les pays en développement face au changement climatique, soit un "doublement" par rapport à la période précédente.

Cette annonce, qui intervient juste après le début de la 24e Conférence de l'ONU sur le climat en Pologne (COP24), "envoie un signal important à la communauté internationale, pour Les pays développés se sont engagés à porter à 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 les financements (publics et privés) des

politiques climatiques des pays en développement. Mais même si les flux augmentent, selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les pays du Sud réclament des engagements plus clairs du Nord.

L'enveloppe de quelque 200 milliards annoncée lundi sera composée de 100 milliards de dollars de "financements directs" de la Banque mondiale.

L'autre moitié est répartie entre environ un tiers de fonds directs de deux agences dépendant du groupe Banque mondiale et deux tiers

de fonds privés mobilisés par leur intermédiaire, a expliqué le responsable du dossier climat de la Banque, John Roome, précisant que cela représenterait 35% du total des financements.

"Cela fait environ 40 milliards par an, dont 27 milliards de fonds directs", a-t-il commenté. Au cours de l'année fiscale 2018 (juillet 2017 à juin 2018), la Banque a engagé 20,5 milliards de dollars de financements sur le climat et en moyenne environ 13,5 milliards par an sur la période 2014-2018, a-t-il précisé.

Bilal L.

Selon l'ONU

## La situation «jamais aussi grave»

Les impacts du dérèglement climatique "n'ont jamais été aussi graves" et doivent pousser la communauté internationale à "faire beaucoup plus" pour le combattre, a plaidé dimanche

la responsable climat de l'ONU, Patricia Espinosa, au premier jour

de la COP24, ont rapporté des médias.

Dans un communiqué repris par les médias, Espinosa a révélé que "cette année devrait être l'une des quatre les plus chaudes jamais enregistrées. Les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmo-

sphère sont à un niveau record et les émissions continuent à augmenter".

Pour la responsable, les impacts du changement climatique "n'ont jamais été aussi graves", et que "cette réalité nous dit que nous devons faire bien plus", estimant

que la COP24 "doit rendre ça possible".

Espinosa a également alerté sur le dérèglement climatique qui frappe "déjà des communautés sur toute la planète" et les "victimes, destructions, souffrances" qui en découlent "rendent notre travail

plus urgent". Les délégations de quelque 200 pays sont réunies depuis dimanche en Pologne pour la 24e Conférence climat de l'ONU qui doit permettre de mettre l'accord de Paris sur les rails, face à l'urgence climatique.

Y. T.



Ouargla

# Vers la création des centres spécialisés pour les enfants autistes

**Des démarches sont entreprises pour la création des centres spécialisés pour les enfants autistes à Ouargla dans le but de promouvoir les conditions de prise en charge de cette catégorie d'enfants, a-t-on appris dimanche de l'association "communication" pour l'assistance des enfants autistes de la wilaya.**



La réalisation de ces structures est appelée à contribuer à la promotion de la prise en charge de cette catégorie d'enfants et de leur épargner les déplacements, accompagnés de leurs parents, vers d'autres wilayas du pays pour le traitement, au regard de la hausse des cas autistes dans la wilaya d'Ouargla, a indiqué le président de l'association, Omar

Boumesbahi.

Cette démarche requiert la coordination des efforts entre les différents acteurs pour la concrétisation de ce type de structures spécialisées, en vue d'une meilleure prise en charge sanitaire des autistes à l'avenir, a-t-il indiqué, à la veille de la célébration de la journée mondiale des personnes aux besoins spécifiques (3 décembre). Deux à quatre nou-

veaux cas autistes sont dépistés chaque semaine lors de chaque opération de diagnostic menée par l'association dans le cadre de ses activités menées tout au long de la semaine au niveau du centre culturel islamique, qui regroupe actuellement quatre salles accueillant huit groupes aux fins de dépistage, suivi psychologique et prise en charge pédagogique de cette frange, a ajouté M.

Boumesbahi.

Le même responsable a mis en avant l'importance de l'implication des différents acteurs, y compris les parents, et l'adoption de la culture de dépistage précoce des enfants autistes, que l'association œuvre, à ce titre, à assurer en vue de leur insertion sociale, le développement de leurs capacités cognitives, et leur prise en charge psychopédagogique adaptée à travers la mobilisation de huit psychologues, une orthophoniste et huit éducatrices.

Créée en 2015, l'association "communication" pour la prise en charge des autistes d'Ouargla recense 287 enfants autistes, dont 87 âgés de 3 à 12 ans, sont pris en charge, en sus de 27 autres âgés de plus de 14 ans et bénéficiant d'une prise en charge partielle, et le reste inscrits sur la liste d'attente.

L'association précitée œuvre, en coordination avec les instances concernées, pour l'ouverture de classes spéciales pour cette frange, la formation et le perfectionnement des encadreurs d'autistes et leurs parents pour une prise en charge plus efficace, a ajouté le président de l'association.

L. N.

Etablissement hospitalier "Dr Benzerdjeb" d'Ain Témouchent

## Huit interventions chirurgicales complexes de scoliose et dystrophie musculaire

Un staff de spécialistes de l'établissement hospitalier "Dr Benzerdjeb" d'Ain Témouchent ont effectué huit interventions chirurgicales très complexes sur des enfants atteints de scoliose et de dystrophie musculaire, a-t-on appris des responsables de cet hôpital.

Cette équipe médicale de l'hôpital est encadrée par un professeur spécialisé de l'hôpital Necker (France) au titre d'une convention de coopération mixte visant le transfert d'expériences nouvelles en matière d'orthopédie des interventions chirurgicales de traitement de scoliose. L'hôpital "Dr Benzerdjeb" est devenu pionnier dans ce domaine au niveau national, a souligné

son directeur, Abdelhamid Zerdaoui. Les huit interventions chirurgicales ont été programmées de vendredi soir jusqu'à dimanche au profit d'enfants âgés de 5 à 14 ans de plusieurs wilayas, a-t-on indiqué, signalant que l'établissement hospitalier "Dr Benzerdjeb" a enregistré, dans les dernières années, des résultats probants dans cette spécialité chirurgicale. L'Etablissement a accueilli des malades de différentes régions du pays, permettant d'éviter le transfert de certains malades vers des hôpitaux à l'étranger, surtout que les interventions de scoliose coûtent des sommes colossales en devises.

Le nombre d'interventions effectuées en

traitement de dystrophie musculaire et scoliose a atteint 40 actes depuis le début d'année en cours par un staff médical de l'hôpital "Dr Benzerdjeb", a souligné le chef de service orthopédie, Friz Benmansour.

La durée de l'intervention chirurgicale varie entre 2 et 14 heures selon le degré de la maladie et l'âge du malade. L'équipe médicale de ce service a acquis une notoriété en ce domaine grâce à la formation que l'hôpital "Dr Benzerdjeb" veille à concrétiser dans le cadre de la coopération avec des hôpitaux européens pilotes dans ce genre de chirurgie, a souligné le chirurgien, Mohamed Benamar.

K. B.

Au large de Bousfer

## Etude pour l'émergence d'un village-récif au large de Bousfer

L'étude pour l'émergence d'un village-récif au large de Bousfer, confiée au département de génie maritime de l'Université des sciences et technologies "Mohamed Boudiaf" (USTO), est finalisée, a indiqué le directeur local de la pêche et de l'aquaculture.

Après le succès de l'expérience-pilote de l'émergence d'un récif artificiel au large de Bousfer, un projet d'une plus grande envergure, un village-récif, dans la même

zone est en cours de préparation par la commission de wilaya des récifs artificiels, rappelle M. Mohamed Bengrina.

Le projet-pilote du récif artificiel de Bousfer, émergé sur une superficie de 30 m<sup>2</sup>, a donné des résultats "fulgurants", a noté le même responsable, ajoutant que son évaluation a démontré qu'il a drainé plus d'une cinquantaine d'espèces de poissons et crustacés, qui en ont trouvé un lieu de reproduction. "Le succès de ce projet-

pilote, une expérience désormais reconnu sur le plan national et la promulgation d'un décret régissant l'émergence des récifs artificiels, ont motivé la conception du nouveau projet", note M. Bengrina.

Le récif-pilote de Bousfer, émergé par l'association écologique marine "Barbarous", en partenariat avec la direction de la pêche et l'université d'Oran, avait décroché, en fin septembre dernier, le prix de la meilleure pratique en matière de recherche et

collecte de données sur la pêche artisanale, décerné par l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). "Une reconnaissance internationale qui nous encourage à aller de l'avant et faire encore mieux", se réjouit M. Bengrina, ajoutant que le projet du village-récif est le premier du genre à l'échelle nationale. Impliquant plusieurs structures, le département de génie-maritime de l'USTO, le département de biologie marine

de la même université, le département des sciences de la mer de l'université de Mostaganem, les gardes-côtes et la direction de la pêche, ce projet sera réalisé par l'association écologique marine "Barbarous".

Une réunion pour l'évaluation de cette étude sera tenue à la mi-décembre en cours, avant que le dossier ne soit présenté au wali d'Oran, qui préside la commission des récifs artificiels.

H. L.

Un colloque a été organisé à Laghouat

## Mettre en exergue les miracles scientifiques dans le Coran

Les participants à un colloque international sur "les miracles scientifiques dans le coran et la Sunna", ouvert dimanche à Laghouat, ont appelé à approfondir les études pour mettre en exergue davantage la confirmation des miracles scientifiques dans le Coran et la Sunna, dans les domaines intéressant l'humanité.

Des chercheurs et universitaires ont, lors de la séance d'ouverture du colloque, mis l'accent sur l'approfondissement des recherches et études scientifiques pour dévoiler davantage les signes des miracles scientifiques dans le Coran et la Sunna dans les domaines intéressant l'humanité, à travers notamment les découvertes scientifiques modernes, ainsi que l'examen des recherches philosophiques pour connaître les phénomènes des vérités coraniques dans l'aspect psychologique humain.

Pr Hocine Boudaoud de l'université de Laghouat a, dans une communication intitulée "signes des miracles dans la vie psychologique humaine", évoqué le thème des miracles dans le Coran, dont le texte coranique en lui-même, son agencement, sa consistance, sa précision et son influence sur le récitant et le récepteur.

L'intervenant a indiqué qu'il existait diverses théories philosophiques modernes qui n'arrivent pas à comprendre complètement l'être humain, ce qui fait dire que le Coran constitue un miracle continu, avant d'appeler à élargir les domaines de recherches pour cerner d'autres manifestations de miracles scientifiques dans le Coran.

Pr Salah Yahia Souab de l'université de Sanaa (Yé men) a, dans son intervention intitulée "exploitation des découvertes modernes dans les sciences islamiques", abordé les vertus des sciences modernes dans l'interprétation du saint Coran et du Hadith (paroles du prophète Mohamed QSSL) et dans l'explicitation et la confirmation de versets ayant fait l'objet d'interprétations confuses.

Le conférencier a passé en revue, en outre, les différentes voies permettant de tirer profit des sciences modernes, sur la base d'expériences scientifiques précises confirmant les vérités contenues dans les textes religieux.

Dans sa communication "Signes de miracle dans la description de l'éclipse lunaire dans le Coran", Dr Khaled Benamiour (université de Jijel), s'est penché sur "les procédés descriptifs contenus dans le saint Coran à ce sujet et pour des phénomènes similaires, explicitant dans une langue divine et une précision singulière des secrets de l'Univers, confirmées ensuite dans plusieurs études.

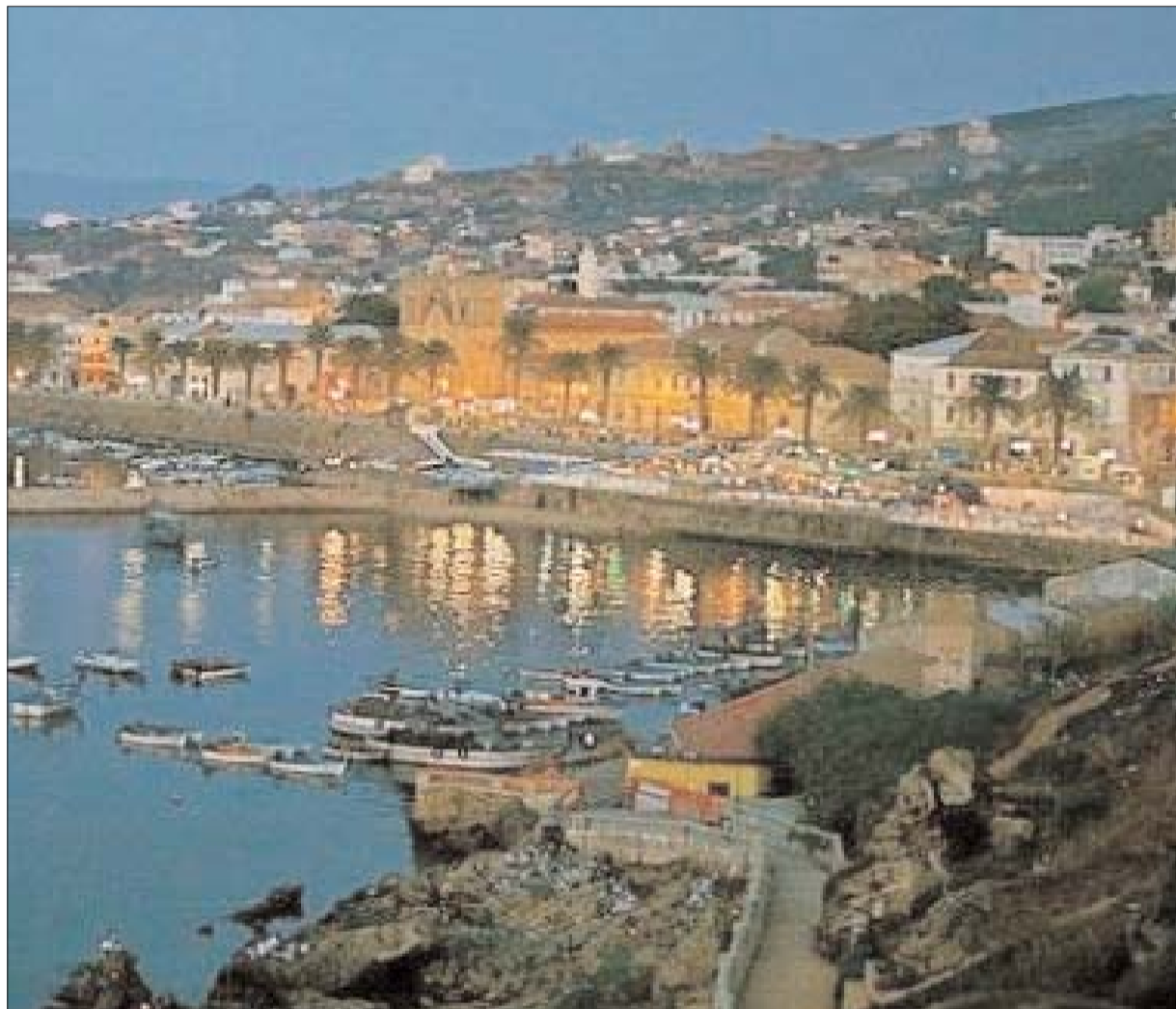
L'intervenant a évoqué les explications données par le Coran aussi bien sur la position de la terre entre soleil et la lune que sur les découvertes modernes qu'atteindra l'homme.

Bilal L.

El Tarf

# Ouverture du 1er regroupement national des jeunes volontaires

Le premier regroupement national des jeunes volontaires sera ouvert demain dans la wilaya d'El Tarf avec la participation d'une quarantaine de wilayas du pays, a-t-on appris, dimanche, du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS).



Organisée par la DJS de la wilaya d'El Tarf, cette rencontre est placée sous le slogan "Développement de la création et esprit de renouvellement", a précisé M. Omar Sellani, soulignant la participation en moyenne de 150 jeunes par wilaya.

Il a dans ce sens déclaré que cette rencontre vise à développer la culture de volontariat et l'esprit de l'initiative chez les jeunes, appelés, a-t-il soutenu "à saisir cette opportunité

pour le développement et le renouvellement de leur mobilisation à l'action bénévole". Une campagne de don de sang, un concours du meilleur documentaire sur le volontariat ainsi que des ateliers sur les multiples facettes de l'action bénévole en tant que concept renvoyant à l'effort physique ou intellectuel que l'individu fournit au titre du bénévolat seront au programme de ce regroupement de jeunes, a-t-on encore détaillé.

Aussi, une exposition à

laquelle prendront part divers organismes et secteurs dont les maisons des jeunes, les maisons de l'environnement, les associations sportives et culturelles sera organisée pour illustrer au mieux les travaux de volontariat d'utilité publique que mènent les différents organismes.

Les jeunes présents à ce premier regroupement devront aussi dévoiler tout leurs talents artistiques en procédant à la réalisation de fresques murales dédiées au thème du volon-

tariat.

Placée sous le haut patronage du ministre de tutelle, ce regroupement de jeunes se poursuivra jusqu'au 09 décembre et permettra aux participants d'échanger leurs savoir-faire et champs d'action en matière de volontariat et solidarité notamment "dans le volet environnement dans une wilaya disposant d'un potentiel naturel exceptionnel à préserver et valoriser", a conclu la même source.

Bilal L.

Oran

# Dix tonnes de margarine saisies

Dix tonnes de margarine végétale à tartiner ont été saisies récemment par les services de contrôle de la direction de commerce de la wilaya d'Oran, à l'intérieur d'une fabrique pour non respect de la chaîne de froid, a-t-on appris dimanche par cette administration locale de commerce.

Lors d'une opération menée de concert avec les services de la gendarmerie nationale, les services de contrôle de la direction de commerce de la wilaya d'Oran ont opéré, dernièrement, la saisie de 10 tonnes de margarine pour non respect de la chaîne de froid, défaut d'hygiène et tromperie sur l'étiquetage, a indiqué,

à l'APS, la cheffe de service protection du consommateur et répression des fraudes à la direction du commerce d'Oran, Malika Staali. Un procès verbal a été dressé à l'encontre du contrevenant avec proposition de fermeture, a fait savoir la même source, expliquant que la matière première utilisée, la graisse végétale de palme hydrogénée n'est pas celle mentionnée dans l'étiquetage, à savoir la graisse végétale non hydrogénée, et les équipements utilisés dans la chaîne de production ne répondent pas aux normes régissant cette activité.

Les produits incriminés sont commercialisés sur les marchés hebdo-

madaires uniquement en vrac d'une contenance de 1 et 5 kilogrammes au détaillant. La marchandise saisie a été détruite jeudi dernier au niveau de la décharge d'Aïn El Beida Beida, en présence des services compétents, a-t-on relevé de même source.

Par ailleurs, les services de contrôle de la direction de commerce de la wilaya d'Oran ont procédé, samedi, à la saisie de 170 kilogrammes de viande rouge désossée impropre à la consommation, commercialisée sur la voie publique à bord d'un camion frigo, a-t-on encore indiqué.

F. O.

Ouargla

# Assainissement "prochain" du fichier des chômeurs

■ Une opération d'assainissement du fichier des chômeurs de la wilaya d'Ouargla sera effectuée "prochainement", a-t-on appris samedi du directeur de l'Agence d'emploi de la wilaya (AEW).

Intervenant lors d'un point de presse animé au niveau de l'office des établissements des jeunes (ODEJ), en présence des représentants des organes de presse, Mohamed Rayek a indiqué que des préparatifs sont entrepris pour le lancement "prochain" d'une opération d'assainissement du fichier des chômeurs dans la wilaya d'Ouargla pour bien déterminer le nombre exact des véritables chômeurs et veiller si possible à leur embauche. Faisant le point sur les mesures mises en œuvre pour le traitement du volet emploi dans la wilaya, il a signalé que les Agences locales de l'emploi à travers la wilaya ont été invitées, dans le cadre de la consécration de la priorité d'emploi aux jeunes de la région, à opter, durant l'inscription et l'orientation, à obliger les postulants de présenter la carte d'identité nationale (CIN) délivrée uniquement par les services de la wilaya d'Ouargla.

Selon Mohamed Rayek, il sera également procédé, dans le cadre de ces mesures, à coordonner avec l'inspection du travail pour le contrôle des entreprises sous-traitantes et des compagnies étrangères pour s'assurer de l'application juste, par les employeurs des jeunes, des honoraires dus aux personnels, mais aussi de la formation et de l'embauche.

La même source a indiqué que les entreprises employeuses seront assignées à répondre aux demandes d'emploi dans les délais fixés, ajoutant que celles contrevenantes seront soumises à la suspension du registre du commerce ou à la résiliation des contrats.

R. O.

Bouira

# Reprise de l'alimentation en eau potable pour 18 communes

■ L'alimentation en eau potable des 18 communes de la wilaya de Bouira, après l'éclatement de la conduite principale de la station de pompage de Djebahia (Ouest), a reprise depuis samedi le plus normalement, a indiqué dimanche l'Algérienne des Eaux (ADE).

"Les travaux de réparation de la conduite principale, qui a éclaté, il y a quelques jours, à Djebahia ont pris fin depuis samedi, et l'alimentation a donc repris le plus normalement pour les 18 communes touchées à savoir notamment Djebahia, Aïn Lahdjar, Aïn Laâloui, Bir Ghbalou, Souk Lakhmis et Guerrouma", a expliqué à l'APS la chargée de la communication de l'ADE, Mme Khellife Souad. "L'eau est déjà arrivée dans les communes suscitées et l'alimentation a repris pour toutes les communes touchées", a-t-elle précisé.

Dimanche dernier, une conduite principale de la station de pompage de Djebahia faisant partie du système des grands transferts du barrage Koudiet Acerdoune a éclaté causant l'interruption de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes de la wilaya. Cet éclatement était survenu après l'endommagement d'une autre conduite d'eau potable par une entreprise privée, qui effectuait des travaux de raccordement au réseau du gaz, a rappelé Mme Khellife.

L'ADE ainsi que l'ensemble des communes de la wilaya avaient mis en place un dispositif de citernage pour alimenter les communes et localités touchées par l'interruption de l'alimentation durant cette période des travaux de réparation.

R. B.

Bordj Bou Arréridj

# Travaux de raccordement de 600 foyers au réseau du gaz naturel

■ Les travaux de raccordement de 600 foyers de la commune de Ras El Oued (au sud de Bordj Bouarréridj) au réseau du gaz naturel ont été lancés, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la Société de distribution d'électricité et de gaz (SDE).

Cette opération ciblera les localités de Zebir, Bir Hamoudi, Telaldja, El Aouam, Ouled Amara, El Ghirane et Lektafa, situées sur le mont Mezita entre les communes de Bordj Ghedir et Ras El Oued réputées par un froid glacial durant l'hiver, selon la même source.

Les travaux ont été lancés juste après une visite de travail du wali, M. Benamar Bekkouche dans cette commune, des instructions fermes ont été données à l'effet d'inscrire un projet de raccordement au gaz naturel des habitants de cette région, a-t-on indiqué.

Le même responsable avait sensibilisé les citoyens de cette région pour accompagner ce projet et permettre de faire passer certaines conduites de gaz par des terres classées du domaine privé soulignant l'impact de ce projet dans l'amélioration du cadre de vie des habitants et la livraison du chantier dans les délais impartis.

H. M.



# CONFLITS

Yémen

## L'émissaire de l'ONU à Sanaa avant des négociations en Suède

**Le médiateur de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, est arrivé lundi dans la capitale Sanaa contrôlée par les rebelles Houthis, qui pourraient évacuer 50 de leurs combattants blessés dans le cadre de "mesures de confiance" à l'approche de possibles pourparlers de paix en Suède.**



**S**elon une source onusienne, il est également question de la réouverture prochaine de l'aéroport international de Sanaa, quasiment fermé depuis trois ans en raison de la guerre qui ravage ce pays divisé entre le camp gouvernemental, appuyé notamment par l'Arabie saoudite, et les insurgés Houthis, soutenus par l'Iran.

M. Griffiths est arrivé dans l'après-midi à l'aéroport de la capitale yéménite mais n'a fait aucune déclaration, selon un photographe de l'AFP.

Ce même jour, 50 rebelles Houthis blessés doivent être évacués vers Oman à bord d'un avion affrété par l'ONU, une geste de "confiance" préalable à des négociations de paix, a annoncé à Ryad la coalition militaire sous commandement saoudien qui intervient au Yémen.

L'initiative doit accélérer la tenue de pourparlers pour mettre fin à de longues années de guerre qui ont épuisé et affaibli la population, estiment des experts.

La question de l'évacuation d'insurgés blessés avait été à l'origine de l'échec de pourparlers en septembre à Genève. Les Houthis avaient accusé l'Arabie saoudite, qui contrôle l'espace aérien yéménite, d'avoir empêché le départ de blessés et de ne pas avoir donné de garanties pour le voyage en toute sécurité de la délégation rebelle.

Le colonel saoudien Turki al-Maliki, porte-parole de la coalition antirebelles, a déclaré dans un communiqué que l'autorisation de lundi était donnée "à la demande" du médiateur de l'ONU pour le Yémen "pour des raisons humanitaires" et comme "mesure destinée à instaurer la confiance" avant les pourparlers prévus sous peu en Suède.

Si des sources diplomatiques et humanitaires évoquent la tenue de négociations de paix dès cette semaine, aucune annonce n'a été faite pour l'heure par les Nations unies.

En attendant, un avion affrété par l'ONU doit arriver à Sanaa pour évacuer 50 Houthis blessés vers Mascate, capitale du sulta-

nat d'Oman. Ils seront accompagnés par trois médecins yéménites et un autre de l'ONU, ainsi que par 50 membres d'une escorte.

Les combattants blessés ont été amenés à bord d'ambulances vers l'aéroport de Sanaa, a rapporté un correspondant de l'AFP. Dans un hall, certains, dans des chaises roulantes, attendent impatiemment de pouvoir partir.

Alors que l'Arabie saoudite a souvent été accusée d'être un frein à un règlement du conflit au Yémen, le colonel Maliki a tenu à souligner que la coalition soutenait les efforts de M. Griffiths "pour parvenir à une solution politique", ainsi que les mesures d'ordre "humanitaire" pour alléger les souffrances des civils.

### Ryad sous pression

L'Arabie saoudite est sous la pression des grands pays occidentaux depuis l'assassinat de Jamal Khashoggi, journaliste critique du prince héritier Mohammed ben Salmane, par des agents saoudiens le

2 octobre au consulat du royaume à Istanbul.

Par ailleurs, la situation humanitaire s'est considérablement aggravée ces derniers mois au Yémen, où des millions de civils sont menacés par la famine, indépendamment des combats.

La bataille en novembre entre forces progouvernementales et rebelles Houthis pour le contrôle de la ville portuaire de Hodeida (ouest) a suscité de vives inquiétudes parmi les organisations humanitaires.

Ce port sur la mer Rouge est le point d'entrée de plus des trois quarts des importations et de l'aide internationale au Yémen.

Une trêve relative est en vigueur à Hodeida. Par ailleurs, gouvernement et rebelles se sont déclarés disposés à participer aux consultations en Suède.

L'envoyé spécial de l'ONU s'est entretenu séparément ces derniers jours avec des responsables des deux camps pour préparer les négociations.

À part le round avorté de pourparlers en septembre à Genève, d'autres discussions avaient aussi échoué en 2016, après un marathon de 108 jours au Koweït. La délégation des Houthis était alors restée bloquée au sultanat d'Oman pendant trois mois. Depuis mars 2015, les combats ont fait quelque 10.000 morts et plus de 56.000 blessés au Yémen, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais des ONG estiment que le bilan réel des victimes directes ou indirectes du conflit est largement plus élevé.

AFP

Syrie

## La coalition internationale tire des missiles sur des positions de l'armée syrienne

La coalition internationale dirigée par les Etats-Unis a tiré des missiles sur des positions de l'armée syrienne à Damas, a rapporté dimanche soir l'agence de presse officielle syrienne Sana citant une source militaire.

"Les forces de la coalition américaine ont tiré vers 20H00 (18H00 GMT) ce (dimanche) soir plusieurs missiles contre quelques positions de nos forces dans la montagne d'al-Ghourab au sud d'al-Soukhna", causant uniquement "des dégâts matériels", a rapporté Sana.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les forces de la coalition positionnées dans la région d'Al-Tanaf ont tiré "plus de 14 missiles" contre un convoi des forces du régime au moment de son passage dans la badiya (désert), dans l'extrême est de la province de Homs.

"Le groupe était perdu au milieu du désert à 35 km de la base d'Al-Tanaf" où se trouvent des troupes américaines et britanniques, a dit à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

R. I.

## Un chef terroriste de Daech tué dans un raid de la coalition

Un porte-parole de la coalition internationale en Syrie a affirmé lundi qu'un chef du groupe terroriste auto-proclamé Etat islamique (EI/Daech), impliqué dans le meurtre du travailleur humanitaire américain Peter Kassig et d'autres prisonniers occidentaux de l'EI avait été tué dans un raid de la coalition.

Ce chef terroriste était accusé d'être impliqué en novembre 2014 dans le meurtre de Peter Kassig, enlevé en Syrie en 2013 et tué par décapitation en novembre 2014.

Il "a été tué et des informations supplémentaires seront disponibles après une évaluation complète", a dit dans un communiqué Sean Ryan, porte-parole américain de la coalition.

Cette dernière avait annoncé dimanche soir l'avoir ciblé lors de frappes dans le désert syrien, où se trouve le dernier foyer du groupe EI dans le pays.

H. M.

Iran

## Téhéran souligne le caractère "défensif" de ses missiles

**L'**Iran a assuré dimanche que son programme de missiles ne viole pas les résolutions onusiennes, soulignant que celui-ci était développé à "usage uniquement défensif", a rapporté l'agence de presse Irna.

En réponse aux déclarations faites par le secrétaire d'Etat américain Mike

Pompeo, qui avait accusé Téhéran d'avoir procédé récemment à un test de mis-

sile "balistique", le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Bahram Qasemi, cité par l'agence Irna, a dénoncé des "allégations".

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a condamné, samedi, ce qu'il a décrit comme "le test par l'Iran d'un missile balistique à moyenne portée capable de transporter plusieurs ogives nucléaires", ont rapporté des médias américains.

"Le programme de missiles iranien est de nature défensive. Il n'y a aucune résolution du Conseil de sécurité interdisant le programme de missiles et les essais de missiles par l'Iran", a ajouté le porte-parole de la diplomatie iranienne, alors que le secrétaire d'Etat américain avait accusé Téhéran "d'avoir testé un missile en violation d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu".

Une résolution de l'Onu, censée préser-

ver l'accord nucléaire conclu en 2015 par la Grande-Bretagne, la Chine, la France, l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis, avait imposé à l'Iran de s'abstenir de développer pendant 8 ans de missiles balistiques destinés à porter des armes nucléaires.

L'Iran a, à plusieurs reprises, répété que son programme de missiles est "purement défensif" et nié que ce type d'armes puissent être équipés d'ogives nucléaires.

Ghaza

## Le Croissant-Rouge turc envoie 8,5 tonnes de médicaments

**L**e ministre palestinien de la Santé, Jawad Awwad, a annoncé lundi que le ministère de la Santé a reçu 8,5 tonnes d'aide médicale fournie par le Croissant-Rouge turc destinée pour les populations palestiniennes vivantes à Ghaza, a rapporté l'agence palesti-

nienne Wafa.

Le ministre palestinien de la Santé a indiqué que son département a dépêché deux camions pour acheminer cette aide médicale d'une valeur estimée à 274 000 dollars, comprenant des médicaments pour traiter les maladies chroniques telles

que le cancer et les maladies du rein, a ajouté la même source, précisant que le convoi d'aide médicale devrait arriver à sa destination lundi.

De son côté, le président du Croissant-Rouge Turc, Karam Kannik, a affirmé que le soutien de la Turquie à la Palestine sera perma-

nent, en particulier dans le domaine de la santé, dénonçant dans ce contexte le blocus imposé à la bande de Ghaza par Israël, qui a affecté négativement tous les domaines en particulier les besoins en médicaments pour les populations de l'enclave palestinienne. Le ministre

palestinien de la Santé a apprécié le soutien apporté par la Turquie à la bande de Ghaza, affirmant que de nombreux projets vitaux ont été fournis par la Turquie à la Palestine dans tous les domaines, particulièrement dans le secteur de la santé.

K. M.



Burundi

# L'ex-président Buyoya dénonce une "manipulation politique"

L'ex-président burundais Pierre Buyoya, contre lequel la justice burundaise a lancé un mandat d'arrêt international en l'accusant d'être impliqué dans l'assassinat en 1993 de Melchior Ndadaye, premier président hutu démocratiquement élu du pays, a dénoncé dimanche une "manipulation politique".



"**T**out laisse à penser qu'il s'agit là d'une simple manipulation politique et d'une nouvelle manoeuvre de diversion visant à faire oublier les questions douloureuses non résolues" depuis le début en avril 2015 de la crise politique que traverse le Burundi, a déclaré M. Buyoya dans un communiqué.

"Il est symptomatique que la réouverture du dossier de feu Melchior Ndadaye intervient au moment où, face aux multiples sollicitations de la communauté internationale, le gouvernement a choisi de s'emurer délibérément dans le refus du dialogue", a ajouté M. Buyoya, actuel représentant de l'Union africaine (UA)

au Mali.

Le Burundi a lancé vendredi un mandat d'arrêt international contre M. Buyoya, ainsi que 11 hauts gradés des forces de sécurité (armée et gendarmerie) et cinq de ses anciens proches collaborateurs civils, pour leur rôle présumé dans l'assassinat de M. Ndadaye.

Cet assassinat avait été à l'origine d'une guerre civile (93-2006) qui a fait plus de 300.000 morts et opposé l'armée, alors dominée par la minorité tutsi (14% de la population), à des mouvements rebelles hutu (85%).

Le major Buyoya, un Tutsi, avait été porté au pouvoir par l'armée en 1987. Il avait cédé sa place à Melchior Ndadaye, un Hutu, élu démocratique-

ment en juillet 1993. Il était ensuite revenu au pouvoir entre 1996 et 2003.

Il a rappelé dans son communiqué qu'un jugement avait déjà été rendu dans cette affaire. Une dizaine de soldats dont le plus haut gradé était lieutenant ont été condamnés en 1998, dans un procès considéré comme celui "des exécutants". Aucun des nombreux hauts gradés cités dans cet assassinat n'a été inquiété.

Il a également souligné qu'un "consensus (avait) été dégagé sur la voie à suivre pour résoudre ce qu'il a été convenu d'appeler le contentieux de sang" dans le cadre de l'accord de paix d'Arusha (2000), lequel avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile.

Depuis, les dirigeants politiques, les membres de l'ancienne armée et des mouvements rebelles avaient bénéficié d'une immunité provisoire, alors que cet accord avait prévu que tous les crimes commis relèveraient désormais de la Commission vérité et réconciliation (CVR).

Ces mandats d'arrêt ont suscité des tensions à Bujumbura. Les tenants du pouvoir se sont félicités d'une "décision historique". Mais les opposants ont dénoncé "un deux poids, deux mesures", en rappelant qu'aucun membre de l'ex-rébellion hutu, aujourd'hui au pouvoir, n'a été inquiété pour les nombreux massacres de Tutsi qui ont suivi la mort du président Ndadaye. **AFP**

Sénégal

## Introduction du bracelet électronique

■ Le ministre de la Justice a annoncé vendredi 30 décembre que certains prévenus pourraient être équipés d'un bracelet électronique dès 2019. C'est une alternative à des cas précis de détentions préventives, dans le cadre d'un contrôle judiciaire et hors affaires de terrorisme. En tout, 300 suspects attendent leur jugement en prison depuis plus de trois ans.

Ce bracelet électronique, c'est la solution du gouvernement à de longues détentions dans l'attente d'un procès. D'après le Garde des Sceaux Ismaïla Madior Fall, "les procédures techniques ont été réalisées et le procédé bientôt lancé". Des prévenus seront équipés de bracelets au mieux courant 2019.

L'équipement remplacera les mandats de dépôt, émis en théorie pour préserver les victimes présumées ou le déroulement de l'enquête... La procédure s'est généralisée, de l'aveu même du ministre : "l'emprisonnement s'est banalisé" et systématisé. Il va donc falloir changer les méthodes des procureurs.

Le ministre leur promet des balises claires. Afin de mieux les guider sur qui doit porter un bracelet et rester libre et qui doit attendre en prison. Pour l'instant, impossible de savoir à quelle autorité seront connectés ces bracelets. Les modalités de contrôle ne sont pas connues. Il y a urgence : au Sénégal les prisons sont saturées par ces prévenus écroués.

Sur les 10 562 détenus du pays, près de 4 804 attendent leur jugement en milieu carcéral.

RFI

Côte d'Ivoire

## Mise en place d'un comité de suivi des financements chinois

■ La Côte d'Ivoire va mettre en place un comité de suivi des financements chinois. Une décision annoncée au Conseil des ministres cette semaine. Les financements de Pékin en Côte d'Ivoire, comme ailleurs en Afrique, sont de plus en plus importants. L'Afrique en a besoin, mais certains pays commencent à être plus regardants sur leurs résultats.

La Chine est présentée aujourd'hui comme le premier partenaire commercial de l'Afrique. Les partenaires occidentaux et multilatéraux alertent les pays du continent face au risque d'un dérapage de l'endettement auprès de Pékin.

Selon l'économiste Alban Houré, cette inquiétude est l'un des éléments à l'origine de la décision de créer un comité de suivi en Côte d'Ivoire : "Cela peut être un élément important, mais pas le seul puisque nous avons beaucoup plus d'autres éléments comme : comment attirer ces capitaux dans un environnement de concurrence mondiale, si on prend le niveau des pays africains qui s'intéressent aux capitaux chinois ? Comment orienter ces capitaux vers les besoins ? Comment faire de telle sorte que ces capitaux aient des impacts réels ? Comment faire de telle sorte que ces investissements soient des investissements de qualité ? Parce qu'on peut avoir des infrastructures routières et autres construites par la Chine et après, il y a des remords quant à la qualité. On peut dire que tous ces facteurs exigent la mise en place d'une structure de veille."

Le futur comité sera composé de représentants chinois et ivoiriens, il devra ausculter la conduite d'une quinzaine de projets financés par la Chine. Selon l'économiste ivoirien, cette initiative devrait s'étendre à tous les investissements directs étrangers et autres capitaux déployés en Afrique, pour veiller à leur efficacité et surveiller le niveau de l'endettement dans chaque pays. A la fin de l'année dernière, le taux d'endettement de la Côte d'Ivoire était de 42,8%. C'est en dessous de 70%, le seuil fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine, mais il ne cesse d'augmenter.

RFI

Afrique du sud

# Beyoncé en tête d'affiche du concert pour le centenaire de la naissance de Mandela

La superstar de la chanson américaine Beyoncé était la tête d'affiche ce dimanche d'un concert à Johannesburg où d'autres stars comme Ed Sheeran, Jay-Z et Usher étaient également attendues pour rendre hommage à la vie de Nelson Mandela.

Ce concert sera le point culminant d'une série d'événements qui se sont tenus dans le cadre du centenaire de la naissance Nelson Mandela en 1918 - figure historique de la lutte contre l'Apartheid -, dans le cadre d'une campagne destinée à éradiquer la pauvreté et la malnutrition infantile, et à améliorer l'égalité des sexes

Le concert se déroulait au stade de Johannesburg.

Des milliers de fans, dont la plupart avaient obtenu des tickets gratuits en échange de leur activisme humanitaire, avaient commencé à arriver dans le stade, plusieurs heures avant que ne vibrent les premières notes de musique.

"Je suis très excitée de voir Beyoncé et ce groupe d'artistes connus venir en Afrique du Sud pour se produire sur scène. C'est beau de voir ce beau rappel des valeurs de Mandela", a déclaré une spectatrice, Ano Shonhiwa, 23 ans.

Avant le coup d'envoi du concert, la célèbre animatrice tv et femme d'affaires

américaine Oprah Winfrey, qui co-anime l'événement, a salué la "bienveillance et l'intégrité" de Mandela, le décrivant comme son "mentor préféré".

En 1990, Nelson Mandela, héros de la lutte anti-apartheid, est libéré après vingt-sept ans de détention et son parti, l'ANC, légalisé. Les dernières lois racistes sont abolies et une transition démocratique s'engage.

En 1994, l'ANC remporte les premières élections multiraciales. Nelson Mandela devient le premier président noir. Sa mort, en décembre 2013, a suscité une vague d'émotion planétaire.

Agence



# Taiwan-Chine, une guerre froide sans fin?



Il y a une soixantaine d'années, le territoire de Taïwan était régulièrement bombardé par l'armée chinoise, l'APL (Armée populaire de libération). Aujourd'hui, à Quemoy, l'île taïwanaise la plus proche de la Chine continentale, des touristes chinois viennent visiter les installations souterraines qui servaient de refuges aux habitants. Il est aussi possible de contempler les petites forteresses d'où les canons de Taïwan tiraient sur le continent. Et dans des boutiques spécialisées, on peut trouver de la coutellerie d'excellente qualité fabriquée avec des restes d'obus chinois. Il y en a encore des stocks importants dans l'île.

Les attaques à la bombe ne sont certes plus d'actualité dans le détroit de Taïwan. Mais depuis deux ans, la tension est évidente. La principale raison est qu'au Parlement de Taïwan, en janvier 2016, le PDP, Parti démocrate progressiste l'a emporté avec 56,12% des voix.

Celle qui dirige cette formation, Tsai Ing-wen, est devenue présidente de la République. Le PDP -qui a déjà été au pouvoir à Taipei entre 2000 et 2008 - s'appelle en chinois Minjindang, c'est-à-dire "Parti du peuple qui avance". Son programme repose sur l'indépendance de Taïwan, et les thèmes qui l'opposent au Parti communiste (PC) au pouvoir à Pékin sont nombreux.

D'abord, le PDP a gagné à la suite d'élections parfaitement libres. Le parti existe depuis une vingtaine d'années et toutes sortes de contre-pouvoirs fonctionnent à Taïwan, comparables à ce qui existe dans les démocraties occidentales. Autant d'institutions parfaitement ignorées en Chine populaire.

Ensuite, l'idée essentielle du PDP est que Taïwan est un État souverain et qui doit le rester. Pour le PC chinois, au contraire, il n'y a qu'une seule Chine et Taïwan en est une province qui a voca-

tion à en faire partie. Comme c'est le cas pour Hong Kong et Macao qui, après la phase transitoire actuelle, doivent rentrer dans le giron chinois dans une trentaine d'années.

### Les opposants soutenus par la presse de Chine communiste

Le résultat de ces divergences, c'est que Pékin est à l'affût de tout amoindrissement du pouvoir en place à Taipei. Les élections locales -le vote concernait les chefs de villages, les chefs de quartiers et les conseils municipaux- qui viennent de se dérouler à Taïwan, le 24 novembre, sont un incontestable revers pour le PDP. Comme cela arrive fréquemment en Occident, les électeurs ont profité de l'occasion que leur offrait un scrutin régional pour exprimer leurs mécontentements sur des questions très concrètes. La réforme du temps de travail et celle des retraites sont au centre du débat politique actuellement à Taïwan. Et l'augmentation du coût de la vie préoccupe la population. Le thème du rapprochement avec la Chine populaire n'était pas précisément au menu de ces élections.

Pékin semble en revanche persuadé -ou feint de le croire- que ce sont "les postures sécessionnistes" de la présidente taïwanaise et de son parti qui ont été rejetées par les électeurs de l'île. Certains journaux de Pékin appellent Tsai Ing-wen à "reconsidérer sa position sur les relations" avec la Chine populaire.

Avant les élections, certains opposants taïwanais ont bénéficié d'une sympathie affirmée dans la presse de Chine communiste. En particulier des candidats du Kuomintang, y compris le dissident de ce parti nationaliste qui l'a largement emporté à Kaohsiung, jusque-là fief du PDP. C'est surtout la situation économique et sociale taïwanaise qui a nourri la campagne de ces nouveaux élus. Ils ont remporté quinze grandes villes sur vingt-deux alors qu'ils

n'en détenaient que six précédemment.

Par ailleurs, ce même 24 novembre, dix référendums appelaient les Taïwanais à se prononcer sur des questions de société. En particulier, les électeurs ont voté à 72% en faveur du maintien du mariage uniquement entre homme et femme. Quant au mariage homosexuel, il a été repoussé à 67%.

L'ensemble des consultations du 24 novembre ne fournit pas de pronostic sur ce que seront les résultats de l'élection présidentielle qui aura lieu à Taïwan en 2020. La présidente Tsai Ing-wen a simplement démissionné de son poste de dirigeante du Parti démocrate progressiste.

### Inversion de la reconnaissance

Cette actualité électorale apparaît comme un nouvel épisode de la séparation entre deux Chine qui date de 1949. Après plusieurs années de guerre civile, les communistes, menés par Mao Zedong, achèvent alors leur conquête du pouvoir sur le continent. Vaincus, le nationaliste Tchang Kaï-chek et une partie de ses partisans se réfugient dans l'île de Taïwan.

Ils y établissent un régime autoritaire épris du rêve de reprendre un jour le contrôle de la Chine entière. Ce qui amène à ne surtout pas proclamer l'indépendance de l'île. En tout cas, avec le déclenchement de la Guerre froide, le gouvernement de Tchang Kaï-chek bénéficie du soutien des États-Unis en même temps qu'il est reconnu par l'ensemble des pays occidentaux comme seul représentant de la Chine sur la scène internationale.

En 1964, la France sera la première à rompre ce consensus. Le 27 janvier, de Gaulle annonce, au nom du "poids de l'évidence et de la raison", l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine communiste. Deux jours avant, le 25 janvier 1964, deux généraux français -Zinovi Pechkov et Jacques Guillermez, grands connaisseurs de la

culture chinoise- arrivent à Taipei. De Gaulle les envoie pour annoncer à Tchang Kaï-chek que la France et la Chine populaire sont sur le point d'établir des relations diplomatiques.

Le leader nationaliste se dit profondément navré de cette initiative et insiste: "Vous n'avez pas conscience des difficultés que le maoïsme va infliger à la France". Les relations franco-taïwanaises sont rapidement rompues et les deux pays mettent en place des bureaux de représentation essentiellement chargés de gérer leurs échanges commerciaux et culturels.

### Relations normales entre l'île et le continent

Trente ans plus tard, dans les années 1990 et 2000, le régime politique de l'île nationaliste chinoise se démocratise. En même temps, au même titre que Singapour, la Corée du Sud et Hong Kong, Taïwan fait partie des "dragons asiatiques", ces contrées où l'économie se développe vigoureusement et dont le niveau de vie s'améliore considérablement. Les journaux de Pékin parlent alors des succès de l'économie taïwanaise avec comme commentaire: "Ils sont Chinois comme nous, mais leur économie est beaucoup plus efficace". Par ailleurs, la Chine populaire, où les salaires sont bas, devient une base de production pour de nombreux industriels et commerçants taïwanais. Ils sont présents à Pékin, à Shanghai ainsi que dans des villes moins importantes. Certains fondent même une deuxième famille sur le continent.

Si bien qu'en 2008, l'établissement de relations normales entre la Chine communiste et Taïwan apparaît comme un geste d'évidence. À Pékin, le gouvernement du président Hu Jintao donne tout simplement l'impression de prendre en compte la réalité.





Et à Taipei, le Kuomintang au pouvoir, héritier du nationalisme de Tchang Kaï-chek, considère que ce rapprochement ne peut qu'être favorable. Notamment, les liaisons entre les deux Chine s'en trouvent grandement facilitées. Plus besoin de passer par Hong Kong pour aller de Pékin à Taipei: les compagnies aériennes de Chine populaire et de Taïwan établissent de nombreux vols directs et quotidiens.

En 2010, l'idée est même lancée par la Chine populaire de créer un groupe militaire de coordination entre Pékin et Taipei pour traiter conjointement la question des îles de la mer de Chine méridionale que revendique l'ensemble des pays voisins. Ce projet n'aura pas de suite. En revanche, pendant deux ou trois ans, sera mis en place un embryon d'assistance mutuelle aux bateaux de pêche, qu'ils soient de Chine populaire ou de Taïwan.

Il est possible qu'en effectuant ce rapprochement avec Taïwan en 2008, la Chine ait eu un but principal: détourner l'attention internationale de la question tibétaine. En mars 2008, des émeutes sévèrement réprimées ont lieu à Lhassa et les protestations du Dalaï-Lama, le leader tibétain en exil, se font grandement entendre. En décembre, il est même reçu par le président français, Nicolas Sarkozy, à l'occasion d'un sommet européen en Pologne. Ce qui provoque une protestation indignée de Pékin.

#### Rapprochement avec les États-Unis

Mais à partir de 2010, l'actualité chinoise évolue: le pays atteint des niveaux de développement qui confortent sa place de deuxième économie au monde. Tandis que toutes sortes de changements, qui se précisent à Taïwan à partir de 2013-2014, irritent les dirigeants de Pékin.

D'abord, de nombreux industriels taïwanais, voyant les augmentations de prix en Chine populaire, installent de plus en plus leurs entreprises dans des pays où le coût de la vie et les salaires ouvriers sont moins élevés, comme le Vietnam ou les Philippines. À Taïwan, la population -et surtout la jeunesse- a du mal à saisir l'intérêt du rapprochement avec le régime autoritaire et secret de Pékin. En 2016, la victoire au Parlement des indépendantistes et de Tsai Ing-wen intervient dans ce contexte.

Lorsqu'en novembre de la même année, Donald Trump est élu président des États-Unis, il s'empresse de répondre à la présidente taïwanaise qui lui a envoyé un message de félicitation. Leur conversation est qualifiée "d'aimable" par l'entourage de Donald Trump. Or, aux yeux de Pékin, un tel dialogue ne doit pas se produire. Taïwan est considéré par la Chine comme une de ses provinces. Et il est diplomatiquement convenu que ses dirigeants ne doivent pas avoir de contacts directs avec des chefs d'État étrangers. Sur le moment -on n'en était qu'aux débuts de la présidence Trump- cette conversation est apparue comme une erreur d'un président américain nouveau et mal informé des usages diplomatiques. Pékin a protesté sans insister.

Mais depuis, Donald Trump a largement montré qu'il entendait ouvertement faire des gestes en faveur de Taïwan. En 2017, il autorise les bâtiments de la marine de guerre américaine à faire escale à Taïwan. Ce qui ne se faisait plus depuis qu'en 1979, les États-Unis ont reconnu le régime de Pékin. Ensuite, il signe le "Taïwan Travel act" qui autorise des ministres et officiels américains à se rendre dans l'île nationaliste et à y rencontrer leurs homologues. Très vite, d'importants dirigeants du ministère du Commerce américain et du secrétariat d'État aux Affaires étrangères vont à Taipei. Par ailleurs, la Maison-Blanche approuve une vente d'armes à Taïwan pour 1,4



milliard de dollars. Et en 2018, elle fait de même pour la fourniture à Taïwan de technologies de sous-marins.

À deux reprises au cours des six derniers mois, des destroyers américains ont transité par le détroit de Taïwan. Il s'agit, selon le porte-parole du Pentagone, d'opérations de "liberté de navigation".

Elles prennent un tour d'autant plus irritant pour Pékin que les relations commerciales sino-américaines traversent actuellement une phase particulièrement compliquée. Dans ce contexte, Washington tient manifestement à demeurer le plus puissant allié de Taïwan.

L'attitude américaine ne manque pas de provoquer des réactions en Chine. En avril 2017, Pékin organise des manœuvres aéronavales dans le canal de Bashi, au sud de Taïwan. Le Liaoning, qui est actuellement le seul porte-avions de conception entièrement chinoise, participe à ces exercices qui comportent des vols de bombardiers à proximité de Taïwan. Des exercices de tir ont également lieu dans le détroit.

#### Actions multiformes

Les manœuvres chinoises peuvent aussi faire réagir Taïwan. Toujours en avril 2017, Xi Jinping participe à une revue navale près de l'île de Hainan, au sud de la Chine. Quarante-huit heures après, la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, va à Suao (sur la côte orientale) et déclare, à bord d'un destroyer rapide armé de soixante-deux missiles mer-air, qu'elle a "entière confiance dans l'armée de Taïwan pour protéger et défendre le pays".

Près d'un an plus tard, le 20 mars 2018, en clôturant la session de l'Assemblée nationale populaire, Xi Jinping, le chef de l'État chinois, lance sous les applaudissements: "Les actes et les manœuvres visant à séparer le pays sont voués à l'échec, elles seront condamnées par le peuple et punies par l'histoire".

Au fil des mois, l'irritation de Pékin à l'égard de Taïwan l'amène à des actions multiformes. Cet été, le ministère chinois des Affaires étrangères a indiqué que "les entreprises étrangères opérant en Chine doivent respecter l'in-

tégrité territoriale de la Chine". Aussi a-t-il été demandé à quarante-quatre compagnies aériennes qui font escale en Chine -dont Air France- que sur leurs cartes et leur site internet, Taïwan ne figure plus comme un territoire à part mais apparaisse comme étant en Chine. Les compagnies destinataires de cette requête ont accepté.

Un gros effort de propagande est fait par Pékin en direction de l'internet taïwanais. Des envois massifs de messages critiquent avec virulence certaines réformes du gouvernement de Taipei. En particulier, la nouvelle loi sur les retraites. D'autres mails s'en prennent à l'usage qualifié d'excessif de l'encens dans les temples bouddhistes. Le gouvernement de Taipei s'emploie à faire savoir que ce genre de campagne est orchestré en Chine populaire.

Il arrive également que Pékin embauche des membres de la mafia taïwanaise. Des figures du grand banditisme de l'île ont créé un parti pour "la promotion de l'unification de la Chine". Leurs locaux ont été perquisitionnés par la police de Taipei à la recherche de preuves d'un financement venant du continent.

#### Une illustration de démocratie réussie

Dans le domaine international, Pékin a édicté dans les années 1970 une règle: tout pays partenaire de la Chine ne doit pas avoir de relations officielles avec Taipei. En complément, le gouvernement chinois s'efforce aujourd'hui de démanteler le modeste réseau de pays qui continuent à entretenir des liens diplomatiques avec Taïwan. En échange, le plus souvent, de prêts à taux avantageux destinés à des équipements importants, Pékin a obtenu en 2016 le ralliement de la Gambie puis de Sao Tome et Principe et, en 2017, du Panama. En juin 2018, c'est le Salvador qui, après cinquante-huit ans de relations avec Taïwan, a changé de camp. Le Vatican, eu égard au rapprochement entre l'Église catholique et Pékin, devrait être le prochain sur la liste de ces ruptures avec Taïwan. Ils ne sont plus que dix-sept pays aujourd'hui à reconnaître diplomatiquement Taïwan.

Il n'est pas sûr que toutes ces pressions déployées par Pékin parviennent à influencer les habitants de l'île. Le 20 octobre 2018, avec comme banderoles "Le peuple taïwanais veut être son propre maître" et "Non à l'annexion", des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Taipei.

Ce genre de mouvement organisé par l'association Alliance Formose est inédit dans l'île. Son but est de persuader Tsai Ing-wen d'entamer la marche vers un vote d'indépendance. Mais la présidente reste prudente et, concernant le statut de l'île, elle s'en tient au statu quo. Le 20 octobre, elle a d'ailleurs interdit aux responsables du PDP de participer à la manifestation. Des dirigeants communistes, à Pékin, ont plusieurs fois affirmé qu'une déclaration d'indépendance de Taïwan provoquerait une intervention armée de la Chine. Ce genre de propos est pris au sérieux par le gouvernement à Taipei.

Telle qu'elle est devenue, la vie politique de Taïwan et de ses 22,5 millions d'habitants est une illustration de démocratie réussie. Les valeurs mises en avant dans le débat public sont authentiquement chinoises tout en dénotant une relation approfondie avec la culture américaine. Autant d'aspects qui ne conviennent pas au Parti communiste chinois. Et qui peuvent même gêner sa propagande auprès du milliard 400 millions d'habitants qu'il contrôle.

Il y a dans la relation complexe entre Taïwan et la Chine populaire un combat entre l'influence d'un mode de représentation politique de type occidental et des pratiques fondées sur le contrôle autoritaire des populations. Le comportement de Donald Trump à l'égard de la Chine de Xi Jinping peut renforcer l'enracinement de Taïwan dans la démocratie. Le régime de Chine populaire laisse entendre qu'il ne supporterait pas un pareil exemple. Le bruit court à Taipei qu'à Pékin, l'Armée populaire de libération travaille à mettre au point une flotte amphibie qui serait capable d'envahir l'île de Taïwan en arrivant discrètement par la mer... Une rumeur évidemment invérifiable.



Espace

# Premier vol habité à destination de l'ISS depuis le lancement raté

**Près de deux mois après l'échec du dernier vol habité à destination de la Station spatiale internationale (ISS), un cosmonaute russe et deux astronautes américain et canadien ont décollé lundi du cosmodrome de Baïkonour.**

**D**avid Saint-Jacques, Anne McClain et Oleg Kononenko décolleront à 11h31 GMT de Baïkonour, le cosmodrome russe situé au cœur des steppes du Kazakhstan, pour une mission de six mois et demi en orbite à 400 kilomètres au-dessus de la Terre. Le décollage de leur fusée Soyuz-FG sera scruté d'encore plus près que d'habitude par les scientifiques et ingénieurs de Roskosmos, l'agence spatiale russe. Le 11 octobre, la fusée emportant l'Américain Nick Hague et le Russe Alexeï Ovitchinine avait connu une défaillance deux minutes après le décollage, contraignant les deux hommes à un retour agité sur Terre.

Ce lancement raté, le premier pour un vol habité dans l'histoire de la Russie post-soviétique, avait relancé les doutes sur l'industrie spatiale russe, qui fait la fierté du pays mais a été la proie de nombreux échecs ces dernières années.

"Le risque fait partie de notre métier", a écopé dimanche, lors de la traditionnelle conférence de presse de veille de lancement, le commandant de bord Oleg Kononenko, ajoutant avoir "totalement" confiance en l'équipe les ayant préparés pour le vol.

"Nous sommes psychologi-



quement et techniquement prêts pour le décollage", a ajouté l'expérimenté cosmonaute de 54 ans, dont ce sera la quatrième mission spatiale.

Parmi les missions assignées au Russe, figure une sortie dans l'espace prévue le 11 décembre pour enquêter sur le trou découvert en août dans un vaisseau Soyuz amarré à la station orbitale, qui avait provoqué une légère décompression de l'ISS.

Aux côtés d'Oleg Kononenko, l'astronaute de la Nasa Anne McClain s'est dit "vraiment prête" pour le lancement. "Nous sommes prêts à partir et nous ne

pensons pas à ça", a ajouté l'ancienne pilote de l'air de 39 ans au sujet de l'accident du 11 octobre.

## Un système "incroyablement sûr"

Visiblement à l'aise, David Saint-Jacques a pour sa part vanté le vaisseau spatial Soyuz "incroyablement sûr" qui les emmènera en à peine sept heures à bord de la Station.

"Ils sont rentrés sur Terre sains

Mexique

## Le gouvernement annonce la vente de l'avion présidentiel

**L**e gouvernement mexicain a annoncé dimanche la vente de l'avion présidentiel, utilisé pour la dernière fois par le président sortant, Enrique Peña Nieto, pour se rendre au sommet du G20 en Argentine.

"Nous marquons aujourd'hui la première étape de la cession de l'avion Boeing 787-8, plus connu sous le nom de José María Morelos y Pavón", a annoncé lors d'une conférence de presse Jorge Mendoza, le directeur de la banque de développement étatique Banobras, qui avait acheté l'appareil. L'avion quittera Mexico lundi pour un aéroport de fret à

San Bernardino, en Californie, où il sera préparé pour un acheteur potentiel.

"Nous honorons la promesse de campagne d'Andrés Manuel López Obrador de céder l'aéronef", a expliqué M. Mendoza.

L'achat de l'avion présidentiel, un Boeing Dreamliner 787-8, par le gouvernement de Felipe Calderón (2006-2012) avait coûté un peu plus de 218 millions de dollars.

Baptisé du nom d'un héros de l'indépendance, il a été utilisé par le gouvernement de M. Peña Nieto pendant près de deux ans.

M. Lopez Obrador, qui a offi-

expliqué qu'il "pourrait construire un Soyuz dans (son) jardin".

Quelques semaines après l'accident, la commission d'enquête mise en place par Roskosmos avait conclu à la "déformation" d'un capteur lors de l'assemblage de la fusée Soyuz à Baïkonour.

Ce lancement raté illustre les difficultés constantes de l'industrie spatiale russe. La construction du nouveau cosmodrome de Vostochny, inauguré en avril 2016, a été marquée par de nombreuses affaires de corruption et la cour des comptes russes a épinglé fin novembre Roskosmos pour la disparition de plusieurs centaines de milliards de roubles "volés".

Le secteur souffre aussi de défauts de fabrication et de conception, comme dans la perte d'un cargo spatial Progress en décembre 2016 à la suite de laquelle les autorités avaient procédé au rappel des moteurs des fusées Proton. Reste que les fusées Soyuz sont le seul moyen d'acheminer des hommes sur l'ISS, plusieurs responsables ayant souligné la fiabilité de la fusée, dont le système de sécurité a permis de ramener sains et saufs sur Terre les deux spationautes.

Depuis l'accident, plusieurs fusées Soyuz ont décollé sans encombre, dont une le 16 novembre emportant un vaisseau cargo Progress de ravitaillement à destination de la station.

Initialement prévu le 20 décembre, le lancement de lundi a été avancé afin d'assurer une présence permanente dans l'ISS, l'équipage actuel composé de Sergueï Prokoviev, Alexander Gerst et Serena Auñón-Chancellor devant revenir sur Terre le 20 décembre. Leur amarrage à l'ISS est prévu à 17h30 GMT, soit six heures à peine après le lancement.

AFP

Migrants

## L'Australie essuie les critiques de l'ONU et de médecins

■ Le gouvernement australien a été critiqué lundi par l'ONU et des médecins pour le traitement réservé aux migrants qu'il relègue dans des camps sur des îles du Pacifique, ont rapporté des médias. Canberra refoule en mer depuis 2013 tous les bateaux de clandestins. Les autorités envoient ceux qui passent entre les mailles du filet dans des camps, sur l'île de Nauru ou sur celle de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ils sont interdits de s'installer de manière permanente en Australie, selon les mêmes sources.

Catherine Stueberfeld, la porte-parole du Haut commissariat aux réfugiés

(HCR), a accusé dans un communiqué "les bureaucrates et les politiques" australiens de ne pas tenir compte de l'avis des médecins et ainsi de mettre en danger la vie des migrants dans les camps de Nauru et Manus.

Cette stratégie a "toujours été vendue de manière trop simpliste, en des termes politiques et cyniques", a-t-elle déclaré. En changer relèverait "de la décence et du traitement élémentaires des êtres humains".

Le Royal Australasian College of Physicians (RACP), qui réunit des milliers de médecins d'Australie et Nouvelle-Zélande, s'est également jeté dans la bataille. L'accès aux soins doit "être déterminé par un médecin, pas un politicien", a déclaré dans un communiqué le pédiatre David Isaacs, qui a soigné des enfants sur Nauru en 2015. Environ 160 personnes sont toujours sur cette île, dont des femmes et des enfants, tandis qu'environ 600 hommes habitent dans des "centres de transition" sur Manus après la fermeture en 2017 du camp qui y était géré par l'Australie, selon des estimations officielles.

Face au tollé, le gouvernement minoritaire de Scott Morrison s'est mis à évacuer les enfants de Nauru, mais des voix s'élèvent de toutes parts pour réclamer la fermeture définitive des camps. Les enfants transférés le sont avec leur famille, selon les défenseurs des droits, mais le gouvernement "s'est refusé à le dire explicitement".

H. M.

Canada

## Une jeune femme blessée dans une fusillade à Toronto

**U**ne jeune femme a été grièvement blessée au visage dans une fusillade survenue tôt dimanche à Toronto, au Canada, a affirmé la police de la ville.

La fusillade a eu lieu dans le quartier de Queen Street West à hauteur de l'avenue Ossington aux environs de 02h40 dimanche.

La police est en train de passer en revue les

caméras de surveillance du quartier.

Personne n'a été arrêté après la fusillade et aucune description de suspects n'est disponible jusqu'ici.

Selon la police de Toronto, jusqu'au 25 novembre de cette année, il y a eu au total 371 fusillades et 513 victimes dont des morts et des blessés.

H. L.



Festival international du cinéma d'Alger

# "La voix des anges" de Kamel Laïche projeté en avant-première

Le long métrage de fiction, "La voix des anges", un mélodrame social explorant la société algérienne à travers sa jeunesse, du réalisateur Kamel Laïche, a été projeté en avant première dimanche soir à Alger.



D'une durée de 96mn, ce film a été présenté en compétition du 9e Festival international du cinéma d'Alger (Fica), ouvert samedi à la salle Ibn Zaydoun de l'Office Ryadh El Feth.

"La voix des anges" relate l'histoire de Mahrez, campé par Nassim Madani, un jeune algérois sans formation, sans occupation, ni grandes ambitions survivant de petits larcins la journée pour se payer des psychotropes dans son quartier populaire des hauteurs de la capitale.

En arrachant le portable d'un automobiliste, Mahrez

se fait arrêté par les forces de l'ordre mais contre toute attente la victime, Khaled, un cinéaste joué par Nidal El Melouhi, retire sa plainte et offre au jeune un travail sur son plateau de tournage.

Cette rencontre change la vie du jeune homme qui oublie sur le plateau son père violent, son frère emprisonné, et sa mère battue et humiliée quotidiennement.

A partir de ce moment un autre film s'installe dans le film, celui qui est en tournage et qui aborde l'endoctrinement extrémiste des jeunes algériens pendant les années de terrorisme mettant en scène un autre jeune homme en détresse, aidé puis récu-

péré par une association clandestine.

Le film en tournage montre toutes les étapes d'endoctrinement jusqu'à l'épreuve ultime où le jeune homme doit abattre un homme de sang froid pour pouvoir rejoindre d'autres groupes terroristes dans le maquis.

Très enthousiasmé par son nouveau travail et par le monde de la production cinématographique Mahrez commence à rêver d'une vie meilleure pour lui et pour sa mère.

Avec deux histoires évoluant en parallèle et quelques lenteurs, "La voix des anges" tente cependant d'aborder un

trop grand nombre de fléaux sociaux (drogue, violence faite aux femmes, extrémisme,...) que le réalisateur a tenté de partager entre les deux trames tout en truffant le film d'une multitude de petites allusions à d'autres problématiques.

Le 9e Fica se poursuit jusqu'au 9 décembre avec sept autres longs métrages en compétition dont "Le droit chemin" de Okacha Touita, "Rusty Boys" du Luxembourgeois Andy Bausch, "Une saison en France" du Tchadien Saleh Harounou, "L'autre côté de l'espoir" du Finlandais Aki Kaurismäki.

R. C.

Salon du livre d'Ourgla

## "Libre", un documentaire sur les migrants projeté

Le film "Libre", un documentaire émouvant sur l'accueil des réfugiés dans une région de France frontalière de l'Italie, a été projeté dimanche à Alger programmé dans le cadre du 9e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) en présence de son réalisateur, Michel Toesca.

Présenté en compétition du festival, ouvert samedi, le documentaire se focalise sur l'accueil des demandeurs d'asile qui ont fui leurs pays à cause des conflits, à travers le portrait de Cédric Herrou, un habitant de la vallée de la Roya à l'extrême sud-est de la France.

Sorti en 2018, le documentaire de 100 mn, s'intéresse à cet agriculteur qui croise un jour le chemin de ces réfugiés subsahariens refoulés d'Italie et décide de leur offrir un abri tout en les assistant dans leurs démarches administratives de demandeurs d'asile.

Empreint d'émotions, "Libre" dessine

le portrait de Cédric, partagé entre ses occupations agricoles et l'accueil des migrants dans son domicile, ce qui lui vaut d'être régulièrement perquisitionné par la police. Cédric, poursuivi en justice pour avoir aidé ces sans-papiers à s'installer et circuler en France, subit des pressions de la part des autorités judiciaires et policières.

Appuyé par des témoignages de migrants, le film s'attarde sur les conditions misérables des "sans papiers", souvent refoulés aux frontières par les autorités italiennes et françaises.

Le documentaire montre également des bénévoles comme Isabelle, infirmière qui prête ses services à ces réfugiés, parmi lesquels se trouve une femme enceinte. Les paysages naturels et paisibles de la Roya, cette région qui accueille des centaines de réfugiés fuyants les zones de conflits en Afrique notamment, ont servi de décors à ce film

réaliste qui pointe du doigt les entraves aux demandes d'asile.

Présent à la projection, le réalisateur Michel Toesca, affirme que son documentaire traite sous un angle "humain" du drame des réfugiés qui, fuyant les violences dans leurs pays d'origine, font face au "dénier de solidarité" et à la stigmatisation dans les pays d'accueil.

"A travers Libre, j'ai voulu porter à l'écran l'hospitalité d'une vallée singulière qui défend une cause universelle", a-t-il résumé. Projeté en séance spéciale au dernier Festival de cinéma de Cannes (France), "Libre" a été salué par le public et le jury. Neuf documentaires sont programmés en compétition du 9e Fica qui prévoit également la projection de neuf fictions. Le 9e Fica se poursuit jusqu'au 9 décembre à la Salle Ibn Zeydoun à raison de trois projections par jour. L'entrée est gratuite.

Reda A.

## À l'ouverture de Cirta Show Hommage au comédien Bachir Benmohamed

■ Un hommage appuyé a été rendu samedi au comédien Bachir Benmohamed, plus connu sous le sobriquet de "Ammi Bachir", lors de la cérémonie d'ouverture de la troisième édition des Journées nationales universitaires du One man-woman show, "Cirta show", tenues à la faculté des arts et de la culture de l'université Salah Boubnider, (Constantine 3).

L'hommage se veut une reconnaissance au parcours de cet homme de théâtre, connu par le grand public pour ses rôles dans les séries télévisées "Rih tour" et "Mani Mani" où encore "Aâssab oua aoutar".

Affaibli par la maladie et n'ayant pas pu faire le déplacement, Bachir Benmohamed ou "Ammi Bachir" comme aime à l'appeler ses fans, a été longuement applaudi au travers de ses œuvres au cours d'une cérémonie haute en couleurs, où plusieurs scènes de la série "Aâssab oua aoutar" ont été présentées, mais également des témoignages apportés par ses compères de toujours Anter Hellal et Nouredine Bechkri.

Organisée par les Œuvres universitaires de Constantine-Ain El Bey sous la tutelle de l'Office national des Œuvres universitaires et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la 3ème édition de "Cirta Show", ouverte en présence de plusieurs membres des assemblées élues de Constantine et figures connues du théâtre local et national, verra la participation de plus de 50 jeunes talents, venus de plusieurs universités du pays pour se disputer les cinq prix de cette compétition artistique.

Le président des Œuvres universitaires de Constantine, Mohamed Laaiour a indiqué que les lauréats seront désignés par un jury composé de professionnels et présidé par le comédien Djamel Dekkar, ajoutant que tous les spectacles prévus pour cette édition auront pour thème "la citoyenneté".

Devant se poursuivre jusqu'au 4 décembre prochain, "Cirta show" donnera également lieu à des ateliers de dessin, de poésie, d'écriture scénique et de comédie.

O. B.

Salle de spectacles Ahmed Bey à Constantine

## L'étoile montante Solange Cesarovna enchante le public

■ L'étoile montante Solange Cesarovna, venue du Cap-Vert, a enchanté, dans la nuit de samedi à dimanche, le public présent dans la grande salle des spectacles Ahmed Bey de Constantine, en interprétant un florilège de ses plus belles chansons.

En parfaite communion avec l'artiste, de père cap-verdien et de mère russe, le public n'a pas été avare en applaudissements, preuve que la langue ne constitue pas un obstacle et que l'art n'a pas de frontières.

Pendant près de deux heures, cette artiste, qui a sorti son premier album en 2008 et remporté son premier prix à l'âge de 7 ans, a chanté en portugais la douleur de l'exil, la nostalgie et l'amour de la patrie dans un cachet musical typiquement traditionnel et moderne du Cap-Vert.

Solange Cesarovna a également profité de l'occasion pour rendre un vibrant hommage à la défunte chanteuse sud-africaine Myriam Makeba (1932-2008), l'une des voix les plus célèbres de son pays et à l'étranger qui s'est fait connaître pour ses positions engagées contre l'Apartheid, et ce, en reprenant des extraits de ses chansons les plus connues, à l'instar du tube mondialement célèbre "Pata Pata".

Durant le spectacle, la star s'arrêtait de chanter de temps à autre pour faire part, en français, de son admiration pour le public et de sa joie de visiter pour la première fois la ville du Vieux Rocher, en promettant d'y revenir.

A noter que ce concert a été organisé sous le haut patronage du ministère de la Culture, l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), en coopération avec l'office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA).

M. B.



«PAROLES DE FEMMES»

«Nos douleurs ennuient ceux qu'elles n'attristent pas.»

Diane de Beausacq



# FEMMES

ILS ONT DIT :

«La douleur est aussi nécessaire que la mort.»

Voltaire

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Carole Middleton : la mère de Kate confie ce qu'elle a appris en intégrant la famille royale

Depuis le mariage de sa fille Kate avec le prince William en 2010, Carole Middleton a dû faire des concessions et se plier au protocole instauré par la Couronne. Elle s'est notamment confiée sur les changements opérés depuis son intégration dans le clan très fermé de la famille royale britannique...

**T**out comme sa fille Kate, la vie de Carole Middleton a été quelque peu chamboulée après le mariage du duc et de la duchesse de Cambridge, célébré en 2010. Depuis ce jour heureux, où Kate Middleton a intégré officiellement les rangs de la famille royale britannique, sa mère a suivi avec attention les engagements de sa fille. Elle est aussi une grand-mère attentionnée pour le prince George, la princesse Charlotte et le petit dernier né en avril, le prince Louis. Mais depuis le mariage de Kate Middleton et du prince William, l'ancienne hôtesse de l'air a aussi essuyé quelques critiques. Jugée " envahissante " par divers tabloïds britanniques, la mère de Kate, Pippa et James n'a pas été épargnée : " Carole, c'est la ligne de front entre les Cambridge et le monde extérieur ", pouvait-on lire dans les colonnes du Daily Mail. Et certains lui ont même attribué le surnom de " gardienne ", ou " troisième membre du couple ".

Ces critiques ont visiblement touché la principale intéressée. Mais qu'importe, Carole Middleton a préféré arrêter de lire la presse : " Je pensais qu'il était préfé-



nable de savoir ce que les gens pensaient, a-t-elle confié au Télégraph, à l'occasion d'une interview exceptionnelle donnée pour les 30 ans de sa société Party Pieces. Mais cela ne fait aucune différence. Je ne suis pas certaine de la façon dont je suis perçue maintenant".

Déterminée à protéger sa vie privée, Carole

Middleton n'a donné que de très rares interviews. Une façon pour elle d'éviter d'énigmatiques critiques à son égard : " Au fil des années, il s'est avéré sage de ne rien dire ", a-t-elle ajouté. Une ligne de conduite suivie par l'ensemble des membres de la famille royale...

### MAMAN EST ZEN



**A**vant d'être mamans, nous sommes des femmes ! Voici un document à imprimer et à accrocher au frigo pour nous rappeler de prendre soin de nous. C'est une priorité !

#### TU NE SAUTERAS PAS DE REPAS !

Si on croit sauver du temps en ne mangeant que sur le pouce, on se trompe. En fait, on gagne des minutes sur le moment, mais on sera tellement moins efficace au milieu de l'après-midi.

#### TU DORMIRAS !

Rien ne sert de dormir 12 heures de suite. On essaie de respecter notre rythme de sommeil. On essaie les siestes le week-end ou quand bébé dort durant notre congé de maternité.

#### TU BOUGERAS !

Faire de l'exercice permet d'évacuer nos tensions. On se trouve une activité qui nous libérera l'esprit et nous redonnera de l'entrain.

#### TU LÂCHERAS PRISE !

Fini les phrases comme « J'aime mieux le faire moi-même... » On laisse notre conjoint plier le linge même

## Les recommandations

si ce n'est pas tout à fait selon nos standards et on profite de cette « libération » de tâches pour faire autre chose. Finalement, on lâche prise sur des choses anodines pour pouvoir se concentrer sur ce qui importe réellement.

#### TU DIRAS «NON» POUR MIEUX TE DIRE «OUI» À TOI-MÊME

Ainsi, on fait davantage des choses qui nous plaisent et non seulement de choses qu'on est « obligée » de faire.

#### TU T'ENTOURERAS !

Avoir un réseau familial ou d'amis sur lequel on peut compter en cas de besoin. Savoir que l'on n'est pas seule et être capable de demander de l'aide nous soulage.

#### TU TE DIVERTIRAS !

On aime les films comiques ? On se réserve une soirée à écouter de vieux films qui font décrocher la mâchoire. On aime les jeux de société ? On invite des amis et on enchaîne les parties pendant que les enfants s'amusent.

#### TU TE DONNERAS LE DROIT À L'IMPERFECTION !

On s'en demande beaucoup. Beaucoup trop. Personne n'est pire juge envers soi que nous-mêmes ! Alors, on met la pédale douce à tous nos désirs de perfection. On veut quoi réellement ? Être bien dans sa

peau ou être parfait ?

#### TU T'ACCORDERAS DU TEMPS !

Pour être belle, pour penser, pour prendre une pause, pour te changer les idées, pour aller prendre un café avec une amie, etc. On est prête à tout même à rallonger nos journées pour nos enfants, notre conjoint, nos amis et notre famille, mais se donne-t-on le temps de faire des choses qui nous plaisent. On se donne 15 minutes de temps pour

soi. Et on augmente la dose graduellement !

#### TU TE CONNAÎTRAS MIEUX !

On essaie de faire un bilan de nos journées. Si on sait qu'on est plus productive en matinée, on en profite donc pour faire les tâches les plus ardues durant cette période. On cible les moments où le coup de barre nous guette et on le déjoue en s'offrant une pause ou en s'occupant à quelque chose qu'on aime.

### BEAUTÉ

## Les vitamines donnent une belle peau

Les vitamines sont souvent introduites en cosmétique, ce n'est pas un hasard... La peau subit des agressions qui produisent les radicaux libres, responsables, entre autres, du vieillissement cutané.

Mais les vitamines E (huiles végétales) et C (fruits et légumes), antioxydants naturels, les piègent. La vitamine E améliore aussi l'hydratation et le transport des nutriments vers la peau. Avec l'âge, le renouvellement cellulaire de la peau diminue : l'épiderme s'amincit. La vitamine A (foie, épinards, carottes crues) régularise l'épaisseur de la peau et lui permet de rester souple et jeune. Au niveau du derme, elle

augmente la synthèse de protéines et de fibres de collagène, améliorant son élasticité, atténuant les rides.

La vitamine B5 (acide pantothénique), présente dans tous les aliments (abats, œufs, viandes, poissons, légumes secs et céréales), indispensable à la préservation et à la réparation des cellules, participe aussi à son hydratation et sa souplesse. La vitamine B6 (germe de blé, abats, viandes, poissons, légumes) aide les peaux grasses ou les acnés peu sévères, car elle diminuerait la sécrétion de sébum. Le bêta-carotène, enfin, est précurseur de la vitamine A.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Compétitions africaines

## Les Algériens en pôle position



Les représentants algériens dans les deux compétitions africaines, à savoir, la Ligue des champions d'Afrique et la Coupe de la CAF devraient connaître des fortunes diverses, en fonction des résultats réalisés aux matchs aller il y a une semaine. Ainsi, en C1 africaine, le champion d'Algérie en titre, le CS Constantine qui avait été accroché à l'aller par la formation gambienne de Gamtel se donnera à fond pour tenter de renverser la vapeur et revenir avec la qualification de là bas, même si la mission ne sera pas de tout repos. Ainsi, les Sanafirs pensent que tout reste possible et que même si les Gambiens bénéficieront de l'avantage du terrain et du public, cela ne les empêche pas de croire en la possibilité de les surprendre à Banjul. Il suffit juste de bien cadriller sa zone et se lancer dans des attaques rapides que les

coéquipiers de Bencheria affectionnent afin de tromper leur adversaire qui n'est pas vraiment un foudre de guerre. De son côté, la JS Saoura, l'autre représentant dans la prestigieuse compétition africaine se rendra à Abidjan pour en découdre avec le Sporting Club de Gagnoa. Vainqueur au match aller sur le score de (2/0), les Sudistes devraient pouvoir gérer comme il se doit cet avantage pour pouvoir revenir avec le billet de la qualification de ce déplacement. Les poulains de Neghiz sauront, sans aucun doute, trouver les ressources qu'il faut pour sortir avec l'essentiel, c'est-à-dire avec la qualification. Dans la Coupe de la Confédération africaine, l'USM Bel Abbès qui l'avait emporté à l'aller à Sidi Bel Abbès sur le score sans appel de (4/0), ne devrait pas trouver de mal pour réussir la qualification de Monrovia au Libéria face à la formation du Liskr FC. Certes, ce

match vient dans un contexte spécial avec le boycott de pas moins de cinq joueurs qui ont décidé de déclarer forfait en raison du non-paiement de leurs salaires, mais cela n'empêche pas que les gars de la Mekera restent confiants de la possibilité de revenir avec le ticket de la qualification. D'ailleurs, le coach, Youcef Bouzidi, affirme que son équipe devrait pouvoir préserver la marge acquise au match aller et donc se qualifier au prochain tour. Enfin, le Nasr d'Hussein-Dey qui a battu à l'aller les Diables Noirs du Congo sur le score de 2 à 0, restent décidés à confirmer à Brazzaville et donc passer au deuxième tour. Sans Khat qui n'a pas pu être avec l'équipe pour une histoire de passeport, cela n'empêche pas que l'équipe devrait trouver les ressources nécessaires pour revenir avec la qualification.

Imad M.

## JS Kabylie

## Décès de l'ancien joueur Amar Haouchine

L'ancien joueur et capitaine du club de Football la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK, ligue 1 Mobilis), est décédé, dimanche au CHU de Tizi-Ouzou, où il était hospitalisé à l'âge de 90 ans, a-t-on appris auprès de sa famille. Né le 21 mars 1928 dans la capitale du Djurdjura, Amar Haouchine avait commencé à taper dans le ballon très jeune dans son quartier avec ses copains avant de signer sa première licence, en

1944, alors qu'il était âgé de 16 ans avec l'Olympique de Tizi-Ouzou. En 1954 il s'était rendu en France où il avait fait des tests de sélection et des matches d'application, concluant avec l'Olympique de Marseille mais il avait refusé de signer avec ce club français, préférant rentrer dans son pays après le déclenchement de la Guerre de libération, durant laquelle il avait été "arrêté et torturé à

deux reprises", avait lui-même témoigné. Sa carrière avec la JSK débuta en 1962 après l'indépendance et pour se poursuivre jusqu'en 1970 à l'âge de 42 ans. Bon défenseur, il était connu pour sa discipline et son fair-play. "Le football n'est qu'un sport, il est destiné à réunir les jeunes et non pas à les séparer", disait-il dans un entretien qu'il avait accordé à un quotidien national.

## Manchester City

## Sterling reconnaissant envers Mahrez

L'attaquant international anglais de Manchester City (Premier League anglaise de football), Raheem Sterling, n'a pas tari d'éloges sur son coéquipier Riyad Mahrez, estimant que l'ailier droit algérien l'avait aidé dans sa progression. "Quand j'ai vu Mahrez arriver, je me suis dit +Il va aider l'équipe, il marque une quinzaine de buts

par saison en tant qu'ailier-. Je sortais d'une bonne saison. Je ne pouvais rester là-dessus. C'est ce que je dois continuer de me dire chaque année. Revenir et faire mieux que la saison précédente. Ce genre de joueurs m'aident à faire cela. Peut-être que si Riyad n'était pas venu, je ne serais pas aussi concentré. Je sais que n'importe qui peut prendre

ma place", a confié Sterling, dont les propos ont été repris par le site Foot Mercato. Sterling (23 ans) a signé samedi son huitième but en douze titularisations sous le maillot des "Cityzens" lors de la victoire à domicile face à

Bournemouth (3-1), comptant pour la 14e journée du championnat d'Angleterre. De son côté, Mahrez,

arrivé l'été dernier à ManCity pour un contrat de cinq ans en provenance de Leicester City, n'a pas encore réussi à arracher une place de titulaire à part entière dans le Onze du technicien espagnol Pep Guardiola. Il compte six buts et cinq passes décisives, toutes compétitions confondues.

## CAN-2018 de football (dames)

## Aucune Algérienne dans l'équipe type

Aucune joueuse de la sélection algérienne de football (dames) ne figure dans l'équipe type de la 13e Coupe d'Afrique des nations CAN-2018, clôturée samedi à Accra (Ghana) avec la consécration du Nigeria, selon la liste dévoilée dimanche par la Confédération africaine (CAF). L'équipe nationale s'est fait éliminer sans gloire dès le premier tour de la compétition, en concédant trois défaites en autant de matchs : face au Ghana (1-0), au Cameroun (3-0) et au Mali (3-2). Le Nigeria a remporté le trophée en battant l'Afrique du Sud aux tirs au but (0-0, 4-3). C'est le 11e titre africain dont le 3e consécutif pour les Nigériennes après ceux remportés en 1991, 1995, 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2010, 2014 et 2016.

## Semi-marathon de Tunis

## Chemseddine Benghali termine à la seconde place

L'Algérien Chemseddine Benghali a terminé à la seconde place au semi-marathon "COMAR" de Tunis-Carthage en parcourant, dimanche, les 21,1 km en 1h 07 min 28 sec, devancé par le Tunisien Abderraouf Boubaker, vainqueur en 1h 07 min 10 sec. La troisième place du podium est revenue au Tunisien Tarak Hachani (1h 07 min 37 sec). Dans la catégorie féminine, la victoire finale est revenue à la Tunisienne Nada Al Amri qui a parcouru la distance en 1h 22 min 39 sec, devant l'Algérienne Nawal Zendaoui (1h 27 min 39 sec) et la Tunisienne Emna Gamaoui (1h 27 min 58 sec). Par ailleurs, le Marocain Jawad Kallouz a remporté la 32e édition du marathon "COMAR", en parcourant les 42,195 km en 2h 16 min 32 sec. La deuxième place est revenue au Kényan Moses Too avec un chrono de 2h 16 min 51 sec, tandis que la troisième place a été remportée par le Marocain Anis Selmouni en 2h 20 min 34 sec. Chez les dames, la course a été dominée par l'athlète kényane Betty Jepleting (2h 35 min 53 sec) qui a devancé la Tanzanienne Sara Makena Ramadani (2h 43 min 30 sec) et la Marocaine Sana Mansouri (2h 44 min 17 sec).

## CAN-2018 de Handball dames

## Victoire de l'Algérie face à la Côte d'Ivoire

La sélection algérienne féminine de handball a dominé, dimanche à Brazzaville, son homologue ivoirienne 27-25 (mi-temps: 14-12) lors de la première journée de la 23e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2018) qui se joue au Congo. Les Algériennes, qui évoluent dans la poule A, affronteront lundi lors de la seconde journée le Cameroun, avant d'enchaîner face à la Tunisie (mardi) et au Sénégal (jeudi). La poule B est composée de l'Angola (tenante), du Congo, de la RD Congo, de la Guinée et du Maroc.



COP24

## "Nous n'allons pas du tout dans la bonne direction"

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a mis en garde, lundi, que "nous n'allons pas du tout dans la bonne direction" pour freiner le changement climatique qui "va plus vite que nous", s'exprimant au 2e jour de la 24e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24) à Katowice (Pologne). "Même si nous sommes les témoins d'impacts climatiques dévastateurs provoquant le chaos à travers le monde, nous ne faisons toujours pas assez, nous n'allons pas assez vite", a lancé Guterres.

"Le changement climatique avance plus vite que nous et nous devons rattraper notre retard le plus vite possible, avant qu'il ne soit trop tard", a-t-il insisté, soulignant que pour "beaucoup de gens, de régions et même de pays, c'est déjà une question de vie ou de mort".

Alors "il est difficile de comprendre pourquoi nous, collectivement, avançons toujours si lentement, et même dans la mauvaise direction", a-t-il ajouté.

Alors que les pays les plus pauvres vont profiter de ce sommet pour réclamer plus d'engagements des nations du Nord, il a également souligné "la responsabilité collective d'aider les communautés et les pays les plus vulnérables, comme les Etats insulaires et les pays les moins avancés, en soutenant les politiques d'adaptation et de résistance aux impacts du dérèglement climatique".

"Trop souvent, l'action climatique est vue comme un fardeau", mais "une action climatique résolue aujourd'hui est notre chance de remettre notre bateau dans la bonne direction et de tracer la voie vers un avenir meilleur pour tout le monde", a estimé le secrétaire général de l'ONU.

Les représentants de quelque 200 pays sont réunis depuis dimanche à Katowice pour tenter en deux semaines de donner vie à l'accord de Paris de 2015 qui vise à limiter le réchauffement de la planète à +2 C, idéalement +1,5 C, par rapport à l'ère pré-industrielle.

La Pologne, hôte de la réunion et défenseur acharné de son industrie houillère, veut d'ailleurs adopter lundi une déclaration sur la "transition juste", qui insiste sur les "défis" auxquels font face les régions censées sortir des énergies fossiles.

R. Y.

Il se concentrera sur la production de gaz

## Le Qatar va quitter l'Opep en janvier

Le Qatar va quitter en janvier l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a annoncé lundi le ministre de l'Energie de l'émirat gazier, Saad Al-Kaabi. "Le Qatar a décidé de se retirer comme membre de l'Opep avec effet en janvier 2019", a déclaré Saad Al-Kaabi lors d'une conférence de presse à Doha, ajoutant que l'organisation en avait été informée lundi matin. Le Qatar continuera à produire du pétrole, mais se concentrera sur la production de gaz. "Nous n'avons pas beaucoup de potentiel (dans le pétrole), nous sommes très réalistes. Notre potentiel, c'est le gaz", a souligné M. Kaabi, dont le pays est membre de l'Opep depuis 1961.

R. E.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

## BARIL DE PÉTROLE: C'EST A NOUVEAU LA DÉGRINGOLADE



Alger et Biskra

## Des tentatives de transfert illégal de devises déjouées



La police des frontières aériennes au niveau de l'aéroport international d'Alger, Houari-Boumediene a mis en échec, dimanche, une tentative de transfert illégal d'une somme de 102.000 euros vers l'étranger dissimulée à l'intérieur du bagage d'une passagère à destination de Tunis.

"Les éléments de la police de la 2ème brigade des frontières aériennes à l'aéroport international/Houari-Boumediene ont, durant la journée du 2 décembre 2018, réussi à déjouer une tentative de transfert illégal d'une somme de (102.000) euros vers l'étranger dissimulée à

l'intérieur du bagage d'une passagère à destination de Tunis", a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Par ailleurs, les éléments des douanes algériennes ont procédé, samedi à l'aéroport "Mohamed Khider" de Biskra, à la saisie de 40.400 euros et de 29.440 dinars tunisiens au niveau des deux postes frontaliers d'Oum Teboul (El Tarf) et de Bouchebka (Tébessa), ont indiqué dimanche les services des Douanes algériennes.

Les 40.400 euros non déclarés, saisis à Biskra, étaient minutieusement dissimulés par un voyageur algé-

rien en provenance de la France, ont précisé ces services.

Les douaniers ont également saisi, dans une opération distincte, 9.000 dinars tunisiens au niveau du poste frontalier d'Oum Teboul, détenus par un Algérien qui s'appropriait à quitter le territoire national à destination de la Tunisie.

Pour sa part, la brigade de douanes au niveau du poste frontalier de Bouchebka relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes de la wilaya de Tébessa ont procédé, lors de deux opérations distinctes, à la saisie d'une importante somme en dinar tunisien.

La somme saisie dans le cadre de la première opération d'inspection a été estimée à 13.970 dinars tunisiens détenus par trois (3) voyageurs étrangers arrivés sur le territoire national, alors que la deuxième somme s'élève à 6.470 dinars tunisiens. Ainsi, le total de cette saisie s'élève à 20.440 dinars tunisiens.

Les personnes interpellées ont été présentées devant les autorités compétentes pour infraction à la législation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, et ce pour accomplir les procédures juridiques.

R. N.

Bordj Badji Mokhtar

## Une cache d'armes et de munitions découverte

Une cache d'armes et de munitions a été découverte dimanche, lors d'une opération de fouille menée à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les services des douanes algériennes, indique lundi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 2 décembre 2018, en coordination avec les Services des douanes algériennes, lors d'une opération de fouille et de recherche, menée dans la zone frontalière Adellag, à Bordj Badji Mokhtar en 6ème Région militaire, une cache

d'armes et de munitions", précise la même source.

Cette cache contenait "un fusil mitrailleur (FMPK), un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, deux fusils semi-automatiques de type simonov, deux fusils à répétition, 1927 balles de différents calibres, ainsi que 20 kilogrammes de kif traité".

"Cette opération vient s'ajouter à l'ensemble de résultats concrétisés sur le terrain et confirme la grande vigilance et la ferme détermination des Forces de l'ANP mobilisées le long des frontières, à déjouer toute tentative d'intrusion, d'introduction d'armes ou d'atteinte à la sécurité et la stabilité du pays", ajoute le communiqué.

T. H.

## ACTU...

Constantine

### Une voiture percutée mortellement quatre personnes

Une voiture touristique a dévalé, dimanche en fin d'après midi, les escaliers du quartier Coudiat menant vers l'avenue Abane Ramdane au centre ville de Constantine percutant et tuant sur place quatre (4) piétons et blessant un cinquième, a appris l'APS auprès du chargé de la communication des services de la protection civile, le lieutenant Noureddine Tafer.

Les personnes décédées sont âgées entre 17 et 25 ans a précisé la même source détaillant que les éléments de la protection civile se sont été dépêchés sur les lieux dès l'alerte donnée. Les dépouilles ont été transférées au centre hospitalo-universitaire, CHU Benbadis et la personne blessée a été évacuée au service des urgences du même établissement de santé.

Les raisons pour lesquelles le véhicule touristique a emprunté les escaliers du quartier Coudiat, ceux en face du siège de la direction locale de l'éducation pour atterri à la rue Abane Ramdane restent "méconformes", selon la même source.

H. A.

Oran

### 61 harraga interceptés

Les unités du groupement territorial des garde-côtes d'Oran ont mis en échec, au large des côtes oranaises, une tentative d'émigration clandestine de 61 personnes dont deux étrangers, lors de trois opérations distinctes, a-t-on appris lundi, auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Le premier groupe formé de 21 personnes dont 6 femmes et 4 mineurs, se trouvant à bord d'une embarcation pneumatique, a été intercepté, lundi à 3 heures 30, à 8 miles, au nord de Cap Falcon (Aïn El Turck), a indiqué cette source.

Le second groupe, au nombre de 21 "harragas" dont deux femmes et cinq mineurs, a été intercepté également lundi, à 8 heures du matin, à 12 miles au nord de Kristel (Gdyel). Enfin, le troisième groupe, formé de 19 personnes dont une femme et de trois mineurs, a été arrêté, dans la matinée, à 8 miles, au nord du port d'Oran, a-t-on précisé de même source.

Ces candidats à l'émigration clandestine ont été remis, après les procédures d'usage, à la Gendarmerie nationale pour être présentés ensuite à la justice, a-t-on indiqué.

Bilal L.

Métro d'Alger

### Changement des horaires d'exploitation

Les horaires d'exploitation de la ligne 1 du métro d'Alger seront, à partir de dimanche 2 décembre 2018, de 05h00 à 23h00, indique, lundi, un communiqué de l'Entreprise Métro d'Alger.

L'Entreprise Métro d'Alger et RATP El Djazair informent les usagers de la ligne 1 du métro d'Alger que les horaires d'exploitation seront, à partir de dimanche 2 décembre, de 05h00 à 23h00, précise le communiqué.

La réadaptation des horaires intervient suite à la fin des travaux au niveau des deux dernières stations inaugurées, conclut le communiqué.

Y. L.